



COVID-19

Le chef de l'Etat lance la campagne nationale de vaccination

Le Congo vient d'acquiescer 12.000 doses du vaccin russe en plus de 100000 doses de la Chine pour protéger ses citoyens contre la pandémie du coronavirus. Le président de la République, Denis Sassou N'Gusso va lancer officiellement la campagne nationale de vaccination, le jeudi 25 mars 2021.

« Les doses de vaccin sont suffisantes pour débiter la campagne de vaccination », a indiqué la ministre en charge de la Santé, Jacqueline Lydia Mikolo. Selon l'ambassadeur de Russie au Congo, Gueorguy Tchepik, le choix du vaccin Spoutnik V témoigne de l'excellence des relations bilatérales entre les deux pays. [Page 9](#)



NUMÉRIQUE

13 milliards FCFA pour l'interconnexion Congo-Cameroun-RCA



Le comité de pilotage du projet Central Africa backbone (Cab) a adopté le 24 mars son plan de travail et le budget devant lui permettre de finaliser les travaux

d'interconnexion en fibre optique avec le Cameroun et la Centrafrique. Evalué à 13 milliards FCFA, ce budget permettra de relancer les

travaux arrêtés parmi lesquels la construction du data center national. « En 2020, il était prévu de dépenser 15 milliards FCFA. Au regard de la situation sanitaire liée au coronavirus, on a revu nos dépenses à la baisse. Avec le budget qui vient d'être adopté, on espère finaliser les travaux arrêtés », a indiqué le coordonnateur du projet Cab, Michel Ngkala. [Page 4](#)

Éditorial

Pensée

[Page 2](#)

FOOTBALL FÉMININ

Les Diabes rouges affrontent les Léopards en match amical

En séjour à Kinshasa, en République démocratique du Congo (RDC), l'équipe nationale congolaise de football féminin affronte ce jeudi 25 mars la sélection de la RDC en match amical, dans le cadre des préparatifs des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations qui se jouera au Maroc en 2022.

La délégation congolaise, conduite par Lucienne Virginie Mokoko, membre de la Fédération congolaise de football, est composée de 29 membres dont dix-huit joueuses. [Page 16](#)

LIBYE

Réouverture imminente de l'ambassade de France à Tripoli

A la faveur du retour à la stabilité en Libye, l'ambassade de France devrait rouvrir ses portes le 29 mars à Tripoli, a annoncé le président français Emmanuel Macron. Cette réouverture va intervenir après une rencontre qui s'est tenue à Paris entre le chef du conseil présidentiel libyen Mohammed El-Menfi et le président

français. « Ce n'est pas simplement un soutien de mots ou de façade, c'est un soutien complet qui sera celui de la France. Nous avons une dette à l'égard de la Libye et des Libyens, très claire, qui est une décennie de désordre », a déclaré Emmanuel Macron. [Page 7](#)

ÉDITORIAL

Pensée

Le Congo, 342 000 km², pour seulement 5 millions d'habitants, on peut avancer que les Congolais se connaissent tous. De ce point de vue, les divergences qui apparaissent dans la vision que chacun se fait de l'avenir du pays ne devraient éternellement pas être des occasions de déchirements. Le cas notamment des joutes ayant précédé l'élection présidentielle du 21 mars dont les résultats provisoires ont été rendus publics par le ministre de l'Intérieur mardi 23 mars.

Déclaré vainqueur largement, avec 88,57%, le chef de l'État sortant n'a pas été triomphaliste lors de sa première prise de parole le même jour en conférence de presse. Bien au contraire, il a profité pour répéter sa volonté de voir le pays « rebondir », des difficultés de parcours des dernières années. Enfin, comment et pourquoi devrait-il être enthousiaste quand on sait les nombreux défis devant lesquels le nouveau quinquennat l'expose.

Connaissant bien la maison « Congo » pour y avoir, aux côtés de ses prédécesseurs et de ses compatriotes bâti les fondations pierre par pierre, Denis Sassou N'Guesso ne peut dans les moments présents que demeurer humble. Il sait qu'à chaque fois qu'il lui incombe le renouvellement de confiance de la part de ses concitoyens, il doit davantage viser loin dans la satisfaction des besoins toujours croissants de ceux-ci.

On peut cependant apprécier l'hommage qu'il a rendu à Guy-Brice Parfait Kolelas rappelé à Dieu à un moment particulier d'une compétition pour l'élection présidentielle dans laquelle il avait comme par le passé mis toute son énergie en réclamant du changement. Par principe, le changement est toujours le projet de tout candidat à une élection aussi majeure. Mais si Denis Sassou N'Guesso déclare avoir constamment considéré Guy-Brice Parfait Kolelas comme son fils c'est qu'en vérité la politique n'a pas vocation à détruire la famille. Et le Congo est une famille.

Les Dépêches de Brazzaville

SOMMET DES PARTIS RUSSIE-AFRIQUE

Le PCT appelle au renforcement de la coopération

Le secrétaire général du Parti congolais du travail, Pierre Moussa, a, au cours d'une rencontre par visioconférence des partis Russie-Afrique, le 24 mars à Moscou, appelé ces derniers au renforcement des relations de coopération.



Pierre Moussa délivrant son message

La conférence qui se tient du 23 au 25 mars en Russie a pour objectif de développer la coopération internationale entre les partis afin de former et approfondir les liens politiques, économiques et sociaux entre les Etats. Intensifier les efforts pour faire face aux défis mondiaux et aux problèmes régionaux.

« Aujourd'hui, avec la tenue de la conférence internationale des partis Russie-Afrique, se dessine un nouvel internationalisme démocratique des partis fortement engagés dans la promotion de la paix et qui met en évidence un type de partenariat transnational innovant », a déclaré Pierre Moussa.

Il a, à cet effet, salué l'accord

de partenariat noué le 6 décembre 2020 entre le Parti congolais du travail et le parti Russie Unie « Nous mesurons à juste titre la nécessité de créer les conditions idéales de mise en œuvre de cet accord au profit de nos deux peuples et de nos deux pays afin de renforcer les relations de coopération entre partis », a-t-il signifié.

Lors de son intervention, le secrétaire général du Parti congolais du travail a proposé l'adoption d'un manifeste de coopération des partis Russie-Afrique définissant la cadence des réunions ainsi que la présidence tournante et zonale de cette conférence. De même, la nécessité de créer des universités thématiques sur l'environnement, la paix,

la sécurité, la démocratie, la coopération économique et le leadership politique.

Pierre Moussa a aussi encouragé le cadre de dialogue mis en place par les gouvernements africains, lequel a permis d'intensifier les échanges et sceller une approche dynamique de coopération mutuellement avantageuse.

Il a également évoqué l'expérience congolaise en matière de démocratie pluraliste. Celle-ci, a-t-il souligné, se consolide chaque jour grâce aux fondements institutionnels définis dans la Constitution du 25 octobre 2015 et tout récemment avec l'élection présidentielle du 21 mars qui s'est déroulée dans la paix et la transparence.

Jean Jacques Koubemba

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ingamout

Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo
Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembédi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Grand-reporter : Nestor N'Gampoula,
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de

service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Lossedé

Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo

Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou
Dury Emilia Gankama (Cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaïne Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe ItagaliCoor-donnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa,
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Culture : Nioni Masela
Sports : Martin Enyimo
Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa
Gombé/Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (Chef de service)

PAO

Cyriaque Brice Zoba (Chef de service)
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou,
Jeff Tamaff, Toussaint Edgard Ibara.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong,
Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama,
Dani Ndongidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Adjoint à la directrice : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs :
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie :
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré

Administration des ventes: Marina Zodialho,
Sylvie Addhas

Commercial Brazzaville :

Erhiade Gankama

Commercial Pointe-Noire :

Mélaïne Eta Tanta

Chef de service diffusion de Brazzaville :
Guylin Ngossima

Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé,
Irin Maouakani, Christian Nzoulani

Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubélé
Ngono /Tél. : (+242) 06 895 06 64

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Coordonnateur général: Rachyd Badila
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo
IMPRIMERIE
Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service prépresse : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville -

République du Congo
Tél. : (+242) 05 629 1317
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofulou Tsamaka (chef de service),
Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service),
Eustel Chrispain Stevy Oba,
Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire Nzoni B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo
Tél.: (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepêchesdebrazzaville.fr
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

ELECTION PRÉSIDENTIELLE

Les observateurs nationaux appellent les candidats à consolider la paix

Réunis en assemblée générale le 24 mars sous la direction du commissaire général du Comité de suivi de la convention pour la paix et la reconstruction du Congo, Marius Mouambenga, les observateurs nationaux ont appelé tous les candidats au respect du verdict des urnes, à privilégier le Congo et à continuer d'oeuvrer pour consolider la paix, la démocratie, l'unité et la concorde nationales.

Selon les observateurs nationaux du comité de suivi, l'élection du président de la République des 17 et 21 mars s'est déroulée dans un climat de paix et de sérénité, « en toute transparence sur l'ensemble du territoire national ». Ils ont, en effet, relevé dans leur constat, l'affichage des listes électorales devant chaque bureau bien que quelques fois avec un peu de retard ; la faible présence des délégués des candidats dans la plupart des bureaux de vote. Le secret du vote a été, ont-ils mentionné, garanti ; le dépouillement a eu lieu généralement dans les bureaux de vote et en public conformément à la règle-



Les observateurs du comité de suivi/Adiac

mentation en vigueur ; les délégués des candidats ont reçu une copie de chaque procès-verbal de dépouillement par bureau de vote. Afin de contribuer à l'amélioration du système électoral national, le comité de suivi qui a déployé 129 observateurs dans tous les départements du pays a formulé quelques suggestions

aux différents acteurs impliqués dans le processus. Il s'agit, entre autres, du renforcement des capacités de tous les membres des bureaux de vote ; la formation

continue des acteurs électoraux et des délégués des candidats ; la réforme urgente du système actuel de production et de distribution des cartes d'électeurs. Le comité de suivi a aussi recommandé l'acheminement à temps du matériel électoral ; la mise en œuvre effective de la recommandation de Ouesso 2017 relative à la réforme de l'Etat-civil. A cela s'ajoutent, l'augmentation du nombre de bureaux de vote aussi bien pour le vote spécial des agents de la force publique que pour le vote général ; l'amélioration de la qualité du matériel électoral ; l'éclairage des bureaux de vote.

Parfait Wilfried Douniama

Richard Ossa félicite Denis Sassou N'Guesso pour sa réélection

Un jour après la publication des résultats provisoires du scrutin présidentiel du 21 mars par le ministre de l'Intérieur, Zéphirin Mboulou, Richard Ossa, candidat malheureux aux dernières législatives à Kéllé (Cuvette Ouest), a donné un point de presse, le 24 mars à Brazzaville, pour féliciter Denis Sassou N'Guesso déclaré vainqueur à l'élection présidentielle dès le premier tour.



Ayant accompagné le candidat Denis Sassou N'Guesso tout le long de sa campagne électorale, Richard Ossa n'est pas surpris de ce plébiscite. Il estime que ce score sans pareil de 88,57% des suffrages exprimés est juste et ne fait aucun doute. Il est, selon lui, le résultat d'un travail effectué avec succès par sa direction de campagne, et que personne ne peut contester.

Richard Ossa soutient aussi que Denis Sassou N'Guesso a été sur-

tout réélu massivement par les Congolais, grâce aux efforts qu'il ne cesse de déployer, tant dans la consolidation de la paix dans le pays que dans l'ambition qu'il caresse depuis quelques années de conduire le Congo vers un développement socioéconomique plus sûr et harmonieux.

« J'étais dans la dynamique "bic rouge". J'ai accompagné le candidat Denis Sassou N'Gues-

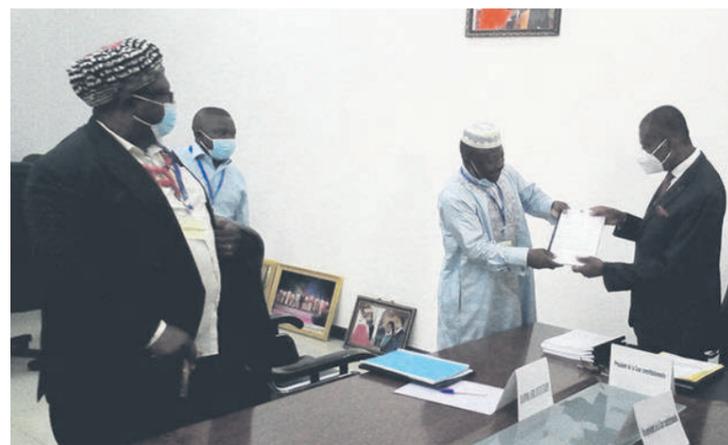
so partout où il est passé en campagne électorale. Drainant des foules, j'étais convaincu qu'il serait réélu à la magistrature suprême dès le premier tour. Bien que son nom soit une marque déposée au Congo, sa formation politique, le PCT, a constitué un avantage indéniable pour lui », a souligné Richard Ossa.

L'orateur a ainsi félicité le chef de l'Etat pour sa "brillante" réélection à la magistrature suprême. Richard Ossa a aussi salué le peuple congolais pour sa détermination, sa confiance renouvelée et son amour qu'il a témoigné à l'égard du candidat de la majorité présidentielle. Il a regretté le décès brutal de l'opposant Guy Brice Parfait Kolelas, candidat de l'Union des démocrates humanistes (UDH-Yuki), survenu la nuit du vote, en cours d'évacuation à Paris en France.

Firmin Oyé

La Cour constitutionnelle réceptionne des rapports préliminaires des observateurs

La Diaspora africaine en Europe, l'Observatoire panafricain des missions d'observation et le Plan international pour la démocratie et la paix en Afrique ont remis le 24 mars au président de la Cour constitutionnelle, Auguste Iloki, les rapports préliminaires de leur mission relative à la présidentielle du 21 mars dernier.



Auguste Iloki réceptionnant les rapports préliminaires des missions d'observation/DR

Les trois missions électorales d'observation ont unanimement salué la bonne tenue de l'élection présidentielle en dépit de quelques irrégularités. Chef de mission de la Diaspora africaine en Europe, Jean K. Amoykon Eba a indiqué que la Cour constitutionnelle a besoin de ces rapports pour se prononcer en cas de contentieux électoral.

« C'est une grande première qu'une Cour constitutionnelle déploie ses propres observateurs sur le terrain. Nous devons interioriser cela pour pouvoir sensibiliser toutes les juridictions en charge des contentieux électoraux en Afrique », a-t-il déclaré.

De son côté, le chef de mission du Plan international pour la démocratie et la paix en Afrique, Jean Marie Ngondjibangangte, a souligné la nécessité de remettre une copie de leurs rapports à la Cour constitutionnelle. « L'élection s'est très bien passée en dépit de quelques irrégularités. Nous disons honnêtement que le Congo a encore marqué un pas important dans le processus de la démocratisation. C'est une bonne chose pour le peuple congolais parce que nous avons senti sa maturité. Dans l'ensemble, les résultats reflètent ce qui s'est passé exactement dans les urnes », a-t-il souligné.

Le président de la Cour constitutionnelle, Auguste Iloki, a, quant à lui, remis à ses interlocuteurs une compilation des différentes activités menées par cette institution pour garantir la régularité du scrutin.

Parfait Wilfried Douniama

DÉCÈS DE GUY BRICE PARFAIT KOLÉLAS

Le MCDDI et le P.A.R compatissent avec la famille éplorée

Suite au décès inopiné, le 22 mars dernier en route pour Paris en France, du président fondateur de l'Union des démocrates humanistes (UDH-Yuki), le secrétariat général du Mouvement congolais pour la démocratie et le développement intégral (MCDDI) et du Parti pour l'action de la République Mâ (PAR) ont publié, le 24 mars, des messages de condoléances adressées aux familles biologiques et politiques du disparu pour exprimer leur chagrin.

Dans son message, le secrétariat du MCDDI a déclaré : « A la suite de la disparition, ce lundi 22 mars 2021, de Guy Brice Parfait Kolélas, ancien secrétaire général du MCDDI, président de l'UDH-Yuki, le bureau exécutif national du MCDDI réuni ce jour sous la présidence de son secrétaire général, Bernard Tchibambéléla, présente ses condoléances les plus sincères au président du MCDDI, Euloge Landry Kolelas, frère de l'illustre disparu, à sa famille ainsi qu'au parti UDH-Yuki ». Le MCDDI estime que la disparition du président de l'UDH-Yuki laisse

un vide au sein de son parti et dans sa famille biologique.

Pour sa part, le président du PAR, Anguio Nganguia Engambé, affligé par la disparition de son allié politique, a souhaité à ce que l'âme du disparu repose en paix. « J'ai une grande pensée pour mon frère combattant et pour les militants de son parti que je n'oublierai jamais. Je serai toujours à leurs côtés pour les soutenir et les reconforter. A Dieu mon cher frère Guy Brice Parfait ! », a-t-il regretté.

Firmin Oyé

PROJET CAB

Le budget 2021 arrêté à 13 milliards FCFA

Le comité de pilotage du projet Central africa backbone (Cab) a, lors de la première session tenue le 23 mars à Brazzaville, adopté le plan de travail et le budget exercice 2021 qui s'élève à 13 milliards FCFA.

« En 2020, il était prévu de dépenser 15 milliards FCFA. Au regard de la situation sanitaire liée au coronavirus, on a revu nos dépenses à la baisse, six milliards FCFA. Avec le budget qui vient d'être adopté, on espère finaliser les travaux arrêtés », a indiqué le coordonnateur du projet Cab, Michel Ngakala. Il s'agit de l'achèvement de plusieurs chantiers ayant connu des perturbations l'année dernière du fait de la pandémie de Covid-19, entre autres, les travaux de construction du réseau d'interconnexion en fibre optique Congo-Cameroun et Congo-RCA, puis la poursuite des études devant favoriser la construction du data center nation et bien d'autres chantiers en lice.

Présidant le comité de pilotage, le ministre des Postes, des Télécommunications et de l'Economie numérique, Léon Juste Ibombo, s'est réjoui des résultats de l'exercice dernier auxquels est parvenu



Le ministre des Postes et des Télécommunications posant avec les membres du comité de pilotage

le projet...

Initialement prévue en juin 2021, la fin du projet Cab a été prorogée en fin 2022 à

cause du ralentissement des activités liées au coronavirus.

Financé par la Banque africaine de développement, le

projet Cab est conçu pour relier les réseaux des télécommunications des pays de la Cémac et de la CEEAC,

booster le développement des télécommunications en reliant les réseaux entre pays d'Afrique, augmenter l'efficacité de la connectivité au niveau régional, enfin réduire les coûts élevés d'Internet sur le climat des affaires dans la sous-région.

Rappelons que dans le cadre du projet Cab, le Congo et le Gabon avaient célébré en avril 2018 l'interconnexion entre les deux pays. « À partir d'aujourd'hui, nous n'aurons plus besoin d'emprunter des routes numériques internationales pour collaborer entre Etats frères. Les échanges digitaux vont fortement augmenter. La fracture numérique entre nos zones frontalières sera réduite et les populations profiteront d'un accès plus aisé au monde numérique, plus performant et moins cher. Cela, nous l'avons accompli ensemble et nous pouvons en être fiers », s'était réjoui Léon Juste Ibombo.

Lopelle Mboussa Gassia

«...La fracture numérique entre nos zones frontalières sera réduite et les populations profiteront d'un accès plus aisé au monde numérique, plus performant et moins cher. Cela, nous l'avons accompli ensemble et nous pouvons en être fiers »

VISITEZ LE MUSEE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

Musée du Bassin du Congo

galerie CONGO
ARTS ET EXPRESSIONS

de LUNDI

à VENDREDI (9h-17h)

et SAMEDI (9h-13h)

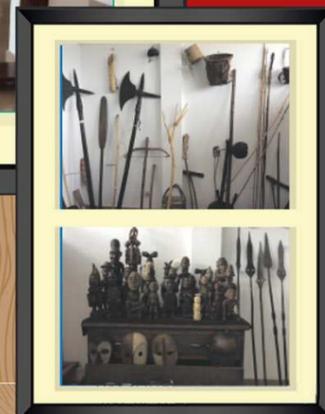
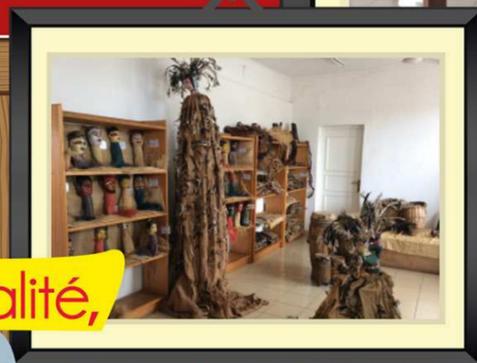
Expositions et projections

SCULPTURES

PEINTURES

CÉRAMIQUES

MUSIQUE



L'art dans sa **Généralité,**
de la **Tradition**
à la **Modernité**

Situé sur **84 Boulevard Denis Sassou Nguesso**
immeuble les manguiers (Mpila)
dans l'enceinte des **Dépêches de Brazzaville**

QUARTIERS PRÉCAIRES

L'autonomisation des femmes au cœur des initiatives locales

Des comités locaux de développement (Colode) ont été créés dans les quartiers précaires cibles, pour générer des opportunités socio-économiques grâce au désenclavement des quartiers. À travers le Projet de développement urbain et de restructuration des quartiers précaires (Durquap), que finance la Banque mondiale, l'État congolais entend améliorer le niveau de vie des couches sociales défavorisées.

Les responsables des comités de gestion des quartiers Moukoudzi-Ngouaka et Sukissa, respectivement dans les 1er et 5e arrondissements de Brazzaville, ont renforcé leurs capacités sur la gestion des infrastructures (écoles, marchés, centres de santé, maisons des jeunes, routes) prévues dans le cadre du projet Durquap. L'activité similaire s'est tenue à Pointe-Noire, exactement dans les deux quartiers cibles (Mboukou et Tchiniambi 1). En raison de nombreux freins qui minent l'autonomisation des femmes, les formateurs du cabinet Maître d'œuvres sociales (MOS), à qui le Durquap a confié l'encadrement des comités locaux, ont soutenu la mise en place des micros crédits dédiés aux femmes. Ces structures ont, entre autres missions: d'œuvrer en faveur du développement socio-économique; de renforcer les capacités institutionnelles et organisationnelles des membres communautaires, en vue d'améliorer leurs prestations; d'assurer



une formation solide aux femmes, en vue de leur permettre de répondre aux enjeux de développement économique, social et environnemental.

Les formateurs du MOS ont pu appuyer les formalités d'ouverture de compte à l'agence de microfinance Capped. Celle-ci s'est chargée de former les membres

des bénéficiaires, afin de susciter l'adhésion du plus grand nombre de femmes. À Pointe-Noire, à Mboukou comme à Tchiniambi 1, le suivi des bénéficiaires de crédit a permis de faire le point sur l'impact socio-économique de la création des caisses de crédit. Des collectes d'argent ont été réalisées, constituant un fonds de départ à la première phase d'activités génératrices de revenus, pour permettre à la caisse de crédit d'augmenter le fonds de roulement. La principale marque de la précarité chez ces femmes, d'après le MOS, est leur forte dépendance financière vis-à-vis des partenaires au développement. Les experts suggèrent que soit instituée dans les localités cibles une stratégie mutualiste censée favoriser une autonomisation financière durable des femmes. Cette stratégie mutualiste fera appel à leurs propres capacités de mobilisation financière, à leur épargne et à leur aptitude à générer des revenus financiers.

Fiacre Kombo

INS

Publication des annuaires statistiques 2018

L'Institut national de la statistique (INS) a procédé le 24 mars à Brazzaville, au cours d'un atelier, à la publication et diffusion des annuaires statistiques sectoriels, départementaux et national 2018. Ces différents documents contribueront à l'essor du système statistique national.



Des annuaires publiés par l'INS/Adiac

« Les annuaires que nous rendons publics aujourd'hui présentent un condensé d'informations actuelles de la situation socio-économique et démographique du Congo. Les informations qui y sont consignées constituent une base de travail pour l'ensemble des partenaires au développement et pour les divers autres utilisateurs. Elles viennent en effet à point nommé pour combler un vide car le dernier annuaire statistique national disponible était celui de 2014 édité en 2016 », a expliqué le directeur général de l'INS, Gabriel Batsanga

D'une approche participative et inclusive sanctionnée par des ateliers de validation de documents à tous les niveaux de la conception à la production finale, l'édition 2018 est une production simultanée de quinze annuaires statistiques dont douze départementaux, deux sectoriels et un national. En ce qui concerne l'annuaire statistique du

Congo, document de 576 pages, il est composé de 4 parties et 30 chapitres notamment la partie A, B, C, D portant sur les informations générales sur le Congo, les statistiques sur l'environnement, les statistiques démographiques et sociales et enfin les statistiques économiques.

Rappelant qu'un annuaire statistique est un document produit dans le but de fournir des données statistiques multisectorielles sur une période de 5 ans, Gabriel Batsanga a signifié que la prise en compte des besoins et des remarques des utilisateurs des précédentes utilisations a permis d'améliorer les présentes publications. Pour la première fois, a-t-il dit, les annuaires statistiques de 2018 ont été élaborés en utilisant une méthodologie intégrée qui a permis de produire à la fois plusieurs annuaires statistiques (départementaux sectoriels et nationaux). De son côté, Jean Elvis Mobola, directeur de la coordination statistique à l'INS, a notifié que plu-

sieurs innovations ont été apportées à l'annuaire statistique national 2018 parmi lesquelles : le rappel du cadre légal de la production statistique; l'insertion d'un tableau des principaux indicateurs; le renforcement de la métadonnée en insérant les notes explicatives et méthodologiques.

« Il y a eu certes un retard dans la diffusion mais, ce temps a permis d'affiner les différentes méthodologies de production qui sont à l'origine de l'obtention de ces 15 documents présentés aujourd'hui au lieu d'un document national. Nous allons de ce fait fournir des efforts pour que chaque annuaire statistique sectoriel, direction départementale de la statistique soit capable de produire son annuaire statistique chaque année afin que l'annuaire statistique national soit un document de référence en termes de production des statistiques de routine », a-t-il déclaré.

Gloria Imelda Lossele

AUTONOMISATION

Des femmes réclament une politique audacieuse pour combattre la pauvreté

Les femmes-cadres de toutes les administrations de Brazzaville ont reçu le 17 mars un projet de mémorandum afin de proposer des solutions aux questions des droits de la femme au Congo.

Le document sera remis aux autorités compétentes afin de prendre en compte les revendications des femmes en vue de leur autonomisation, a expliqué la secrétaire permanente du PCT, chargée des questions féminines, de l'enfance et de la famille, Esther Ahissou Gayama, lors d'une rencontre avec ces femmes-cadres.

L'objectif est d'inciter ces dames à participer au processus du développement du pays.

En effet, les femmes-cadres ont été édifiées sur les instruments juridiques internationaux, le principe de l'égalité entre les femmes et les hommes, l'amélioration de leur participation dans tous les domaines de la vie ainsi que sur la discrimination dans l'accès aux fonctions administratives et politiques.

Elles ont bénéficié à cette occasion des connaissances sur les différents instruments juridiques internationaux relatifs à la condition de la femme : la Convention sur l'élimination de toutes formes de discrimination à l'égard des femmes et le protocole s'y rapportant et bien d'autres. Le quota pour leur participation dans les sphères de prise de décision étant de 30%, elles ont émis le souhait aux autorités de prendre en compte le principe de la parité, soit 50% de chaque part. « Nous, femmes-cadres du Congo de toutes corporations et d'origines philosophiques confondues, profitons de l'opportunité pour réclamer une politique audacieuse pour combattre la pauvreté ».

A cet effet, les femmes ont formulé le vœu de la création d'un Fonds spécial destiné aux femmes; la facilitation des conditions d'accès à la terre, aux crédits et divers financements ainsi qu'à l'exonération de taxes à court et moyen terme, sachant que l'exonération à long terme doit être d'une manière modérée.

De même dans le domaine de l'éducation de la jeune fille : la création d'un observatoire contre le harcèlement, le développement d'établissements scolaires d'excellence pour les jeunes filles, la promotion de l'orientation des filles vers les carrières scientifiques ainsi que l'émergence des centres de formation professionnelle destinés aux jeunes filles mères.

Lydie Gisèle Oko

ASSOCIATIONS

Femmes et hommes capables
Aide aux orphelins, démunis et
entraide.
Tel: 069171184



**Aide Soutien Secours aux Enfants
Congolais (AASSEC)**
Panafrique-Humanitaire
Tel: (+33) 77 21 87 395



Ndolo Ville Rénovée
Animation Folklorique
Toutes cérémonies
Tel : (+242) 05 055 11 30/ 06 674 64 56



VESTIMENTAIRE

LA MODE POUR TOUS

Vente : Chaussures H/F-Vêtements et
Accessoires.
Livraison à domicile
Contacts : (+242) 06 438 44 92/
06 521 07 72



RH COUTURE
La Marque des Célébrités
Contacts : (+242) 06 419 24 20/
04 433 72 38



BEAUTE COIFFURE

Islone coiffure
Coiffures - Tresses - Soins de visage - Esthétique
- Manicure
A domicile.
Tel: 06 446 62 25

BATIMENT

ACTION GROUPE
Pour tous vos travaux de construction
Contacts : (+242) 06 629 90 07/ 06 675 82 95



AFRICA BATI INGENIERIE

Etudes techniques - Coordination - Suivi des Tra-
vaux - Réalisation - Réhabilitation - Formation
Tel : (+242) 06 583 60 52/ 05 770 62 82



IMMOBILIER

Agence immobilière
Christ Roi
Location - Vente :
Maisons - Villa - Boutiques - Appartement.
Contact : 04 449 46 76 06883 45 93



Agence immobilière Santos
Location :
Maisons, bureaux, villas, appartements,
meublés et non meublés
Tel : 06587 81 39

**LOCATION ET VENTE
DE VEHICULES**

Karagnara Service
Location courte et longue durée.
06 461 56 56



AUTO-TOP-CONGO
Location et vente.
Berlines - 4X4
Tel: 06 645 00 00

SERVICE TRAITEUR

DODO Service
Service traiteur et protocole
Contact : 066680644 053046399



Gamos Traiteur
Pour tous vos événements
Tel : 06 550 90 17

GROUPE YANNICK

Recherche des :
- Conducteurs moto
- Administrateurs
- Secrétaires
Composition du dossier
- 1 CV
- Lettre de motivation + 2 cartes photos
Date limites des dossiers le 22/03/2021
Adresse : 2549 avenue Charles de Foucault. Quartier 31
en face de l'Hôtel Marina .
Téléphone : 06 523 53 78 / 06 402 81 82

**UNE ADRESSE E-MAIL
POUR NOUS ADRESSER VOS ANNONCES
PLUS RAPIDEMENT**

regie@lesdepechesdebrazzaville.fr



FRANCE/LIBYE

Vers la reprise effective des relations diplomatiques entre les deux pays

À la faveur du retour à la stabilité en Libye, l'ambassade de France devrait rouvrir ses portes le 29 mars à Tripoli, a annoncé le 23 mars le président français Emmanuel Macron.

La réouverture de l'ambassade de France en Libye a été annoncée après une rencontre qui s'est tenue à Paris entre le chef du conseil présidentiel libyen Mohammed El-Menfi et le président français. Elle intervient dans un processus d'amélioration des relations entre les deux pays.

« Ce n'est pas simplement un soutien de mots ou de façade, c'est un soutien complet qui sera celui de la France. Nous avons une dette à l'égard de la Libye et des Libyens, très claire, qui est une décennie de désordre », a déclaré Emmanuel Macron.

« Il n'y aura pas de paix au Sahel s'il n'y a pas de stabilité en Libye », a indiqué Emmanuel Macron qui a réaffirmé son soutien au nouveau gouvernement d'union en Libye. Il a, par ailleurs, précisé que son pays mettrait le dossier libyen sur la table lors du sommet européen prévu le 25 mars.

« C'est un agenda immense, politique, démocratique, militaire et sécuritaire, économique. Notre responsabilité c'est d'avoir une unité européenne pour y parvenir. Je ferai absolument tout pour qu'avec nos amis italiens, allemands, l'ensemble des membres de l'UE, nous agissions en Européens tous ensemble au service de cet agenda », a promis Emmanuel Macron.

Il a également dénoncé une fois de plus la présence de puissances extérieures en Libye. « Il faut que les forces étrangères quittent le plus vite possible le territoire libyen », a-t-il dit, citant les « forces turques, russes », car « c'est aux forces libyennes que revient de sécuriser la Libye ». Là aussi je compte avoir la plus grande fermeté avec les Européens car notre responsabilité est que tous ceux qui déstabilisent la Libye cessent de le faire », a-t-il

prévenu.

Pour sa part, le chef du conseil présidentiel libyen, Mohammed El-Menfi, qui était accompagné de son vice-président Moussa Al-Koni a remercié la France « pour la réouverture de l'ambassade et son soutien pour le retour à la stabilité ».

La représentation diplomatique Française en Libye avait été fermée depuis le 30 juillet 2014, face à la dégradation de la situation sécuritaire, mais elle est restée active. D'après Emmanuel Macron, l'ambassadrice Béatrice Le Fraper du Hellen, qui assure la mission depuis Tunis, reviendra dans la capitale libyenne. Ces dernières semaines, plusieurs pays comme Malte et l'Égypte ont annoncé la réouverture prochaine de leur ambassade à Tripoli.

Le pays retrouve à peine les premières conditions d'une stabilité

Après une décennie de guerre

interne dans un contexte humanitaire chaotique, la Libye a entamé une nouvelle phase de transition avec la désignation, le 10 mars dernier d'un gouvernement intérimaire qui a obtenu la confiance du Parlement. Le nouveau chef de l'exécutif avait été élu par un collège de soixante-quatorze délégués libyens réunis à Genève sous les auspices des Nations unies.

La nomination d'un nouveau Premier ministre et l'entrée en fonction d'un gouvernement d'union ont ouvert la voie à l'organisation d'élections générales prévues le 24 décembre 2021, qui devraient permettre à la Libye de retrouver enfin sa stabilité et sa prospérité. Au plan politique, le pays devrait alors sortir définitivement du tunnel sous l'autorité d'un gouvernement pleinement légitime.

Rappelons que l'intervention de l'Otan pour précipiter la chute de Mouammar Kadhafi en 2011 aura transformé le

pays en champ de bataille livré aux rivalités tribales et aux ingérences étrangères.

En saluant la validation du nouveau gouvernement, le Conseil de sécurité de l'ONU a réclamé, la semaine dernière, « le retrait sans tarder de toutes les forces étrangères et des mercenaires de Libye », environ vingt-mille hommes. Parmi ceux-ci, les experts de l'ONU révèlent la présence de Russes, de troupes turques et de groupes armés composés de Syriens, Tchadiens ou Soudanais.

« Le Conseil de sécurité reconnaît la nécessité de planifier le désarmement, la démobilisation et la réintégration des groupes armés, la réforme du secteur de la sécurité et de mettre en place une architecture de sécurité inclusive et dirigée par des civils pour l'ensemble de la Libye », précise la déclaration de l'ONU.

Yvette Reine Nzaba

ACTION HUMANITAIRE

L'ONU alerte sur la montée de la famine dans plus de vingt pays

Dans un nouveau rapport publié le 23 mars, l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Programme alimentaire mondial (PAM) préviennent que « la faim aiguë devrait monter en flèche dans plus de vingt pays au cours des prochains mois en l'absence d'une assistance accrue immédiate. »

Le Yémen, le Soudan du Sud et le nord du Nigéria sont notamment confrontés à des niveaux catastrophiques de faim aiguë, avec des familles déjà en proie à la famine ou risquant de mourir de faim dans quelques endroits du Soudan du Sud et du Yémen, selon le rapport intitulé Hunger Hotspots.

« Au Burkina Faso, la sécurité alimentaire s'est légèrement améliorée depuis octobre dernier, mais la situation reste très préoccupante », note le rapport. La majorité des pays touchés se trouvent en Afrique. C'est le cas de la République démocratique du Congo, de l'Éthiopie et du Soudan. Mais la faim aiguë devrait aussi augmenter fortement dans d'autres régions du monde, comme en Afghanistan, en Haïti, et en Syrie. « A travers le monde, plus de 34 millions de personnes sont déjà aux prises avec des niveaux d'urgence de faim aiguë, ce qui signifie qu'elles sont au bord de la famine », précise le document.

« L'ampleur des souffrances est alarmante. Il nous incombe

à tous d'agir maintenant et d'agir rapidement pour sauver des vies, sauvegarder les moyens de subsistance et éviter le pire », a déclaré le directeur général de la FAO, Qu Dongyu.

« Dans de nombreuses régions, la saison des semis vient de commencer ou est sur le point de commencer. Nous devons mener une course contre la montre et ne pas laisser passer cette opportunité de protéger, stabiliser et même éventuellement augmenter la production alimentaire locale », a-t-il ajouté.

Pour sa part, le directeur exécutif du PAM, David Beasley, a dénoncé une catastrophe qui se déroule « sous nos yeux ». « La famine provoquée par les conflits et alimentée par les chocs climatiques et la crise de Covid-19 frappe à la porte de millions de familles », a-t-il déclaré. « Nous avons un besoin urgent de trois choses pour empêcher des millions de personnes de mourir de faim : les combats doivent cesser, nous devons avoir accès aux communautés

vulnérables pour leur apporter une aide vitale, et surtout nous avons besoin que les donateurs intensifient leur soutien pour fournir les 5,5 milliards de dollars que nous demandons cette année », a-t-il ajouté.

Le rapport recommande des mesures cruciales à court terme dans les pays affectés pour répondre aux besoins actuels et futurs. Ces mesures vont de l'intensification de l'aide alimentaire et nutritionnelle, à la distribution de semences résistantes à la sécheresse, au traitement et à la vaccination du bétail, au déploiement de programmes de travail contre rémunération, à la réhabilitation des structures de collecte de l'eau et à l'augmentation des opportunités de revenus pour les communautés vulnérables.

En début mars, la FAO et le PAM ont lancé un appel de fonds de 5,5 milliards de dollars pour intensifier rapidement les actions et éviter la famine grâce à une combinaison d'aide alimentaire, d'interventions en espèces et d'interventions d'urgence pour les moyens de subsistance.

Y.R.Nz.

COOPÉRATION

L'OIT et la CEEAC engagées dans la promotion du travail

La Commission de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) et l'Organisation internationale du travail (OIT) ont signé, le 19 mars, un accord de coopération en visioconférence.

La mise en œuvre du nouvel accord témoigne de la volonté des deux organisations d'accélérer l'appropriation et la maîtrise des instruments internationaux pour la promotion du travail décent dans les pays membres de la CEEAC, de privilégier le dialogue social en vue de créer un environnement économique et social propice à l'éclosion des écosystèmes dynamiques d'entrepreneuriats jeunes.

Signalons que l'accord est assorti d'un plan d'action et du recrutement d'un agent de liaison du BIT auprès de la CEEAC. Il constitue, en outre, un outil de promotion du dialogue social et de renforcement des instruments du système du marché du travail et de la mobilité des travailleurs encadrée par des mécanismes connus et harmonisés de reconnaissance des qualifications et des compétences.

Quatre intervenants se sont succédé tour à tour pour parapher le texte. Notamment, la directrice de l'OIT Bureau de Kinshasa, Maïga Aminata, le président de la Commission de la CEEAC, Gilberto Da Piedade Verissimo, l'expert en charge de la jeunesse, du sport et de l'emploi des jeunes, Maxime Aké et la commissaire Kapinga Yvette-NGandu en charge du département Promotion du Genre, développement Humain et Social. Tous les intervenants ont magnifié la coopération entre la Commission de la CEEAC et l'OIT et réaffirmé leur volonté « indéfectible » d'user de toute leur expertise

pour la mise en œuvre dudit accord de coopération.

La problématique de l'emploi revêt, à cet effet, un intérêt particulier pour l'équilibre socioéconomique des États membres. Soucieux de promouvoir des solutions appropriées, les deux institutions se sont résolument engagées dans la promotion des instruments, mécanismes et protocoles à mettre en œuvre dans un cadre tripartite pour relever les défis liés au chômage, au sous-emploi et partant à la lutte contre la pauvreté en Afrique centrale.

La démarche entre en étroite adhésion avec l'agenda 2030 du système des Nations unies et l'agenda 2063 de l'Union africaine « l'Afrique que nous voulons » et qui s'inscrit en droite ligne avec les missions de la CEEAC, à savoir « faire de la zone Afrique centrale une région économiquement prospère avec des citoyens bien formés et ayant un indice de développement élevé ».

C'est aussi l'engagement pris par le président de la Commission de la CEEAC durant les cinq années de son mandat. « Le rêve d'avoir une jeunesse impliquée inventive et novatrice est encore possible. Il nous appartient donc de mettre ensemble nos efforts à tous les niveaux pour y parvenir », insiste souvent Gilberto da Piedade Verissimo. A noter que l'accord de coopération entre l'OIT et la CEEAC abroge celui signé entre les deux institutions le 10 mai 2006 à Paris.

Y.R.Nz.

Halte aux fausses informations



Stop



D'où vient l'information ?

Une source fiable est votre option la plus sûre

Réfléchis



Qu'est-ce qui manque ?

Si l'information semble bizarre, soyez prudent(e)

Vérifie



L'information est-elle corroborée par des faits ?

Vérifiez si l'info est corroborée par des sources crédibles. En cas de doute, veuillez vous adresser à des vérificateurs de faits locaux.



SANTÉ

Lancement officiel de la vaccination contre la Covid-19

La vaccination contre la pandémie de coronavirus qui devrait débuter le 16 mars sera finalement lancée de façon officielle le 25 du même mois à Brazzaville par le président de la République.

« Les doses de vaccin sont suffisantes pour commencer la campagne de vaccination », a indiqué la ministre en charge de la Santé, Jacqueline Lydia Mikolo, après avoir reçu, le 23 mars à Brazzaville, les 12.000 doses du vaccin russe que le gouvernement a acquis sur fonds propres. En plus de ces doses, il faut rappeler que la Chine a fait un don de 100.000 doses du vaccin Sinopharm, il y a quelques jours. L'objectif étant d'atteindre 60% de la population.

Selon l'ambassadeur de Russie au Congo, Gueorguy Tchepik, dans le choix du vaccin russe pour sauver des vies face à la Covid-19, témoigne de l'excellence des relations bilatérales entre les deux pays. « Ce n'est plus le virus qui va s'attaquer au Congo mais c'est le pays qui va s'attaquer au virus », a déclaré le diplomate.

« Ce n'est plus le virus qui va s'attaquer au Congo mais c'est le pays qui va s'attaquer au virus »

En rappel, les 15 et 16 mars, une formation a été organisée en faveur des agents de santé civils et militaires impliqués dans le processus de vaccination. La gestion logistique des vaccins, la prise en charge des manifestations adverses post-immunisation et la gestion des déchets font partie des thèmes développés lors de la

formation. Les sites retenus pour la vaccination à Brazzaville sont, entre autres, l'hôpital central des armées, le site de la direction générale de la sécurité civile (sapeurs-pompiers) et la clinique de la présidence de la République.

Procédant à la mise au point technique le 24 mars à l'hôpital Blanche-Gomes, avant le lancement officiel de la vaccination, la ministre Jacqueline Lydia Mikolo a précisé qu'une équipe d'experts foulera le sol congolais pour s'assurer que la vaccination au Congo se fait selon les normes techniques particulières liées à ce vaccin. Les agents de cet hôpital ont été vaccinés.

Rominique Makaya

VACCINS ANTI-COVID ET CHANGEMENT CLIMATIQUE

L'ONU solidaire de l'Afrique

Les Nations unies ont exprimé leur solidarité à l'Afrique dans la course à la vaccination contre la Covid-19 et la lutte contre le changement climatique, a déclaré le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, le 23 mars, à l'occasion d'une réunion avec le Groupe des pays africains membres de cette organisation.

A ce jour, l'Afrique compte plus de quatre millions de cas de Covid-19 et plus de cent mille africains ont perdu la vie à cause de cette maladie.

« Les Nations unies sont pleinement déterminées à travailler en étroite collaboration avec les pays africains sur le déploiement des vaccins. Comme je l'ai dit à maintes reprises, un vaccin contre la Covid-19 doit être un bien public mondial accessible à tous, partout. L'équité vaccinale est un test moral de solidarité mondiale », a dit le chef de l'ONU devant les représentants des pays africains.

Le mécanisme mondial d'équité en matière de vaccins a commencé à distribuer des doses dans le monde entier, y compris dans certains des pays à faible revenu. Jusqu'au 21 mars, vingt-six pays africains avaient reçu plus de quinze millions de doses grâce à ce mécanisme.

Mais le secrétaire général s'est dit « profondément préoccupé par le fait que de nombreux pays à faible revenu n'ont pas encore reçu une seule dose, alors que les pays plus riches sont en passe de vacciner toute leur population ».

« Nous voyons de nombreux exemples de nationalisme et d'accumulation de vaccins dans les pays plus riches, ainsi que des accords parallèles continus avec des fabricants qui compromettent l'accès pour tous. Le monde doit s'unir pour produire et distribuer suffisamment de vaccins pour tous, ce qui signifie au moins doubler la capacité de fabrication dans le monde », a ajouté Antonio Guterres,

qui a également jugé nécessaire une collaboration renforcée entre Covax et l'équipe africaine d'acquisition de vaccins.

Changement climatique : l'Afrique paie un prix élevé

S'agissant de la crise climatique, le secrétaire général a rappelé que, malgré sa contribution relativement limitée aux émissions mondiales, l'Afrique continue de payer un prix élevé pour le changement climatique.

« Alors que nous nous efforçons de mettre en œuvre l'Accord de Paris et de mobiliser une coalition mondiale pour atteindre zéro émission nette de carbone d'ici le milieu du siècle, nous avons également besoin d'une percée en matière d'adaptation », a-t-il dit.

Selon lui, en travaillant au lien entre l'adaptation et la consolidation de la paix, on peut renforcer la résilience des Etats et des communautés. Il a noté que depuis 2017, le Fonds pour la consolidation de la paix a investi dans des projets dans trente-cinq pays africains sur les questions de sécurité liées au climat.

« J'ai appelé tous les donateurs et les banques de développement nationales et multilatérales à accroître la part de l'adaptation et de la résilience à au moins 50% du financement climatique. Ces fonds doivent être facilement accessibles et acheminés vers le continent en fonction des besoins et des impacts prévus », a-t-il dit. Précisant que « j'ai appelé les membres du G7 à prendre

cet engagement très concret lors de leur sommet de juin, notamment en doublant leur financement public climatique pour la période de 2021 à 2025 grâce à de nouveaux engagements avec une forte préférence pour les subventions ».

Selon le secrétaire général, « tous les pays développés doivent honorer et dépasser l'engagement de verser 100 milliards de dollars par an aux pays en développement ». « Nous n'en sommes pas encore là », a-t-il souligné.

Partenariat entre l'ONU et l'Union africaine

De manière générale, le chef de l'ONU a rappelé devant les pays africains sa détermination à renforcer le partenariat entre les Nations unies et l'Union africaine (UA).

« Le développement de l'Afrique reste une priorité absolue pour le système des Nations unies », a dit Antonio Guterres.

Il a salué la contribution des pays africains aux opérations de paix et les efforts conjoints des Nations unies et de l'UA « pour prévenir, atténuer et régler les conflits et créer des environnements propices aux élections », prenant pour exemple la Libye.

Selon le patron de l'ONU, la situation en Afrique « montre des signes de progrès dans certains endroits et des escalades inquiétantes dans d'autres ». Il s'est dit très préoccupé par la situation dans la région du Sahel en particulier.

Yvette Reine Nzaba

NOUVEAU TRONÇON POINTE-NOIRE - QUESO

La 1^{ère} ligne Directe qui rapproche le Sud du Nord

06 702 15 23 / 06 510 06 25

Départ: tous les Samédis 7h30
Les réservations sont en cours dans toutes les agences de Pointe-Noire

05 728 88 33 / 06 587 44 60
contact@oceandunord.com
www.oceandunord.com

OCEAN du NORD
Sécurité - Confort - Fiabilité
www.oceandunord.com
contact@oceandunord.com
06 587 44 60 / 05 728 88 33

GRILLE TARIFAIRE POINTE-NOIRE - QUESO

POINTE-NOIRE à destination de	ADULTES	ENFANTS	POINTE-NOIRE à destination de	ADULTES	ENFANTS
DOLISIE	5.000	5.000	NGO	17.000	15.000
LOUDIMA	7.000	6.000	GAMBOMA	20.000	17.000
NKAYI	8.000	6.000	INKOUELE	20.000	17.000
MADINGOU	8.000	6.000	OLLOMBO	20.000	17.000
BOUANSA	8.000	6.000	OYO	22.000	20.000
LOUTETE	8.000	6.000	OBOUYA	22.000	20.000
MINDOULI	10.000	8.000	OWANDO	25.000	22.000
MAYAMA	10.000	8.000	MAKOUA	25.000	22.000
PK 45	15.000	13.000	MAMBILI	30.000	27.000
			QUESO	30.000	27.000

NÉCROLOGIE



Le directeur général par intérim de l'Agence congolaise des systèmes d'information (A.C.S.I.) ex Office congolais d'informatique (O.C.I.) à la profonde douleur d'annoncer à l'ensemble du personnel de Brazzaville, Pointe-Noire et à tous les partenaires, le décès de M. François Ambendet, directeur général, survenu le samedi 20 mars 2021 à Brazzaville.

La veillée mortuaire se tient au n°3 rue Imporo, quartier Bikaroua Lycée Thomas Sankara à Brazzaville.

Référence : la Poste

La date des obsèques sera communiquée ultérieurement.

NÉCROLOGIE

Jean Bruno Ndokagna, Charles Ambeto, Victor Olingou Boumadoki, Alphonse Boumadoki et Pascal Ondzé à Endeké ont le regret d'annoncer aux membres des familles suivantes :

Grégoire Okoko, Ondzé à Ngondo Gabriel, pascal Eboundi, Jules Itoba, Eyourayo, Ebamba, Ondzé Indoko, Koubet d'Otende, Ambéro d'Oyomi, Iwosso Steph et la communauté l'Abbé-Wamba, aux amis et connaissances le décès de Mme Ngala Firmine, survenu le 12 mars 2021 au CHU. La veillée a lieu dans la rue Albert Bassanza (arrêt de bus CHU)Rf. clinique Cogémo.

La date de l'inhumation sera communiquée ultérieurement..

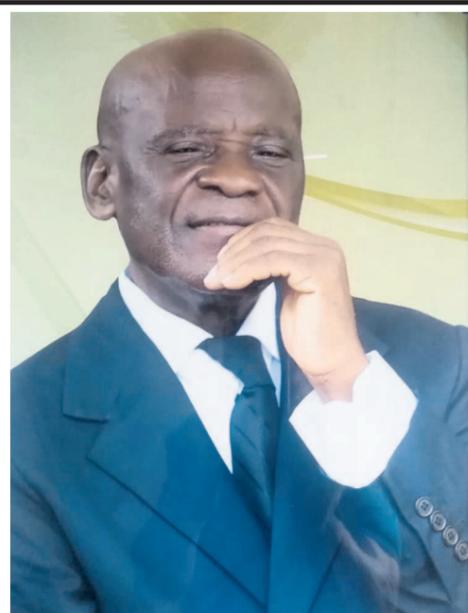


PROGRAMME DES OBSÈQUES

Les familles Tchicaya et Ndinga, les enfants Coelho de Carvalho, Amaïs et Harlindo, les frères, sœurs, tantes et oncles ont le profond regret d'annoncer aux parents, amis et connaissances le décès de Sonia Dolerès Tchicaya survenu le 2 mars en France.

Le programme du rapatriement de la dépouille et de l'inhumation se présente ainsi qu'il suit :

- Lundi 29 mars :
- 9 heures : levée du corps à la morgue de Pointe-Noire
- 11 heures : recueillement à domicile
- 13 heures : Messe de requiem en l'église Notre Dame de l'Assomption de Pointe-Noire
- 14 heures : inhumation au cimetière de Loubou
- 16 heures : retour des cimetières et fin de la cérémonie.



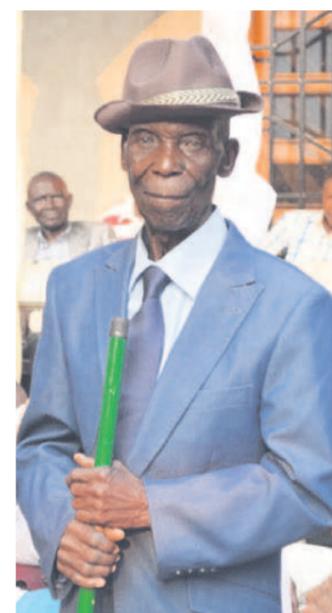
Lopez Ayah, agent des Dépêches de Brazzaville et la famille Ayah ont la profonde douleur d'informer amis et connaissances du décès de leur père, oncle et grand-père Nestor Victor Ivouba, survenu le 19 mars 2021 au CHU de Brazzaville.

La veillée mortuaire se tient au n°58, rue Dahomey à Poto-Poto.

La date de l'inhumation sera communiquée ultérieurement.

La famille et les enfants Mayola annoncent aux amis et connaissances que le programme des obsèques de leur père, oncle et grand-père Pierre Mayola, décédé à l'âge de 111 ans, se présente comme suit :

- Vendredi 26 mars :
- 9h00 : levée de corps à la morgue municipale de Brazzaville ;
- 11h00 : départ pour le village Nianga-Madzakala (Pool).
- Samedi 27 mars :
- 13h00 : inhumation.
- Dimanche 28 mars :
- Retour à Brazzaville et fin de la cérémonie.



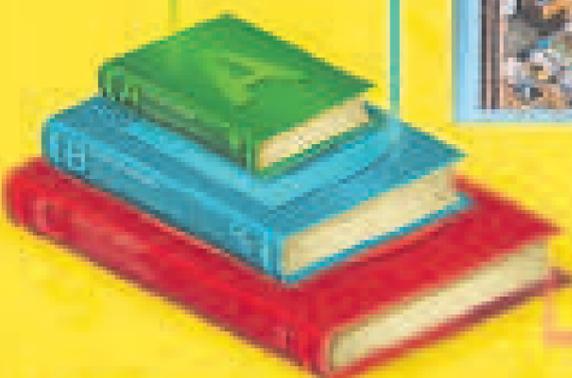
LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Un Espace de Vente: Une sélection unique de la LITTÉRATURE CLASSIQUE (africaine, française et italienne)

Des : Essais, Bandes dessinées, Philosophie, etc.



Un Espace culturel Pour vos Manifestations : Présentation d'ouvrages, Conférence-débat, Dédicace, Emission Télévisée, Ateliers de lecture et d'écriture.



Les Dépêches de Brazzaville 84 Boulevard Denis Sissouma N'Guesso Immeuble Les manguiers (Mplla) Brazzaville République du Congo.

Ouvert
08:00 - 18:00 du mardi au dimanche
09:00 - 13:00



PRIX PRINCE CLAUS 2021

Les artistes congolais éligibles à la course

Initié pour encourager les artistes émergents et les praticiens de la culture, dont les actions sont louables, le prix Prince Claus vient de lancer son édition 2021 à l'endroit des artistes de différentes disciplines. L'invite à candidatures se ferme le 11 mai.

Les Prince Claus Seed Awards s'adressent aux artistes émergents et praticiens de la culture, qui sont en moyenne dans les cinq premières années de leur carrière professionnelle et ayant une pratique artistique novatrice et singulière penchée sur les problèmes sociaux et politiques urgents, importants dans leur contexte local. En parallèle, ce concours est une manière d'apporter du soutien et de la visibilité à ces artistes peu connus, mais dont le travail force l'admiration. Les artistes originaires d'Afrique, Asie, Amérique latine, Caraïbes et Europe de l'est sont éligibles

« Les récipiendaires sont libres d'investir leur bourse dans le développement de leur pratique artistique. Grâce aux Prince Claus Seed Awards, nous soutiendrons le développement de carrière, la créativité et l'expérimentation d'artistes émergents et de praticiens culturels du monde entier »,



L'artiste plasticienne congolaise Bill Kouelany, lauréate du prix Prince Claus en 2019DR

à cette compétition. Pour postuler, chaque candidat doit remplir un formulaire en ligne, via la plateforme Prince Claus Awards, soumettre des échantillons de son travail, ainsi qu'une lettre de référence et un argumentaire dé-

taillant ses motivations. Dans l'évaluation des candidatures, plusieurs critères seront pris en compte, à savoir : l'originalité, la proximité sociale et politique du travail de l'artiste, la spécificité du contexte local des

actions menées, l'inclusion des travaux, l'impact, le potentiel devant contribuer à donner un coup de pouce à la carrière de l'artiste. Les finalistes au prix Prince Claus Seed seront informés de la sélection terminale, trois mois suivant

la date limite de l'appel à candidatures. A ce propos, ils devront soumettre des documents supplémentaires liés à leur travail aux fins de l'annonce publique. Les lauréats de cette année seront connus, le 25 octobre prochain.

Au terme du concours, les candidats retenus bénéficieront d'une enveloppe d'environ trois millions, soit cinq mille euros, pour développer leur pratique culturelle. « Les récipiendaires sont libres d'investir leur bourse dans le développement de leur pratique artistique. Grâce aux Prince Claus Seed Awards, nous soutiendrons le développement de carrière, la créativité et l'expérimentation d'artistes émergents et de praticiens culturels du monde entier », a déclaré le fonds Prince Claus.

Soulignons que le fonds Prince Claus récompense, chaque année, près d'une centaine d'artistes et praticiens culturels émergents au cours des cinq premières années de leur carrière. Ce prix vise à contribuer à des scènes artistiques prospères sur le plan international, où les artistes émergents peuvent développer leur pratique selon leurs propres conditions.

Merveille Atipo

CAN 2022

Huit autres joueurs rejoignent les Léopards à Kinshasa

Aux vingt joueurs déjà présents au regroupement des Léopards à Kinshasa pour les deux matchs des 5e et 6e journées des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations s'ajoutent, entre autres, Mbemba, Kayembe, Botaka, Kiassumbua, Tisserand, Nsakala.

Quatre joueurs ont rejoint, le lundi 22 mars 2021, la tanière des Léopards de la République démocratique du Congo (RDC) à Kinshasa où se trouvent déjà vingt joueurs. Il s'agit d'Edo Kayembe (Eupen/Belgique), Jordan Botaka (Charleroi/Belgique), Chancel Mbemba (Porto/Portugal) et Joël Kiassumbua (Servette de Genève/Suisse). Quatre autres joueurs étaient attendus pour le mardi 23 mars dans l'après-midi, notamment, Marcel Tisserand (Fenerbahçe/Turquie), Fabrice Nsakala (Besiktas/Turquie), Ben Malango et Fabrice Ngoma (Raja de Casablanca/Maroc), confirmait le team manager des Léopards, Dodo Lando Domo et Jerry Angengwa, le média officer de la sélection.

Le nombre des joueurs attendus pour le match contre le Gabon, après moult défections à cause des restrictions sanitaires (Covid-19) pourra donc être de 28 joueurs, dont 14 évoluant au pays (Locaux) et 14 venus de l'extérieur. Signalons-le, les Léopards sont privés de plusieurs de leurs joueurs majeurs et prometteurs soit à cause de la Covid-19, soit à cause de blessures, soit encore par manque du temps de jeu, comme Yannick Bolasie, Neeskens Kebano, Glody Ngonda, Gaël Kakuta, Chadrac Akolo, Arthur Masuaku, le gardien de but Timothy Fayulu qui a même choisi de jouer pour la Suisse, Yoane Wissa, Gédéon Kalulu, Giannelli Imbula, Samuel Moutoussamy, etc.

On rappelle que la RDC affronte le jeudi 26 mars à Franceville, le Gabon, en cinquième journée des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations (CAN), et le 29 mars à Kinshasa, la Gambie en sixième et dernière journée. La délégation des Léopards devrait prendre son avion pour Franceville, selon le programme, le mardi 23 mars dans la soirée. Les deux matchs contre le Gabon et la Gambie sont des rencontres couperets. Car la RDC occupe la troisième place avec 6 points, derrière la Gambie et le Gabon ayant chacun 7 points. En cas d'un faux pas, les Congolais n'auront plus leur destin en main. Le pays du ballon d'or 1973 Bwanga Tshimen n'a plus manqué une phase finale de la CAN depuis 2013 en Afrique du Sud.

M.E.

LÉOPARDS

Nsengi mise sur le mental, Bolasie et Bakambu appellent au soutien

Les Léopards auront besoin d'un mental comme booster pour les deux dernières journées des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations (CAN) 2022. C'est l'avis du sélectionneur des Léopards Christian Nsengi Biembe.

Les Léopards de la RDC s'envolent ce mardi 23 mars 2021 dans la soirée pour Franceville où ils affrontent le jeudi 26 mars les Panthères du Gabon en cinquième journée des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations (CAN) Cameroun 2022. Avec plusieurs absences dans ses rangs, les Léopards auront fichtrement besoin de force mentale pour gagner des points face à une équipe de Gabon conduit par ses leaders Aubameyang et Denis Bouanga.

C'est justement sur le mental que mise le sélectionneur Christian Nsengi. « On est prêt dans les sens où nous avons pris les joueurs qui étaient physiquement au point. Le fait d'être prêt, c'est au niveau mental. C'est ce facteur qui fera quelque chose à Franceville, qui fera gagner l'équipe. C'est cet esprit qui sera sur le terrain et qui donnera de la détermination pour donner ce que nous voulons. Ce ne sera pas vraiment sur le plan

tactique parce que ce sont des joueurs de haut niveau qui ont joué des Coupes d'Afrique, des Coupes d'Europe et ils comprennent parfaitement ce que nous leur disons. Au finish, c'est le mental qui prendra le dessus », a confié Christian Nsengi Biembe à la presse au sortir d'une séance d'entraînement.

Le message de Bolasie et Bakambu...

Bloqué en Angleterre à cause des restrictions sanitaires, l'aïlier international Yannick Bolasie apporte son soutien aux Léopards, lui qui n'honorera pas ses 44e et 45e sélections. « C'est un message à tous les supporters de la RDC, je n'ai pas pu rejoindre l'équipe nationale en raison des restrictions mises en place suite à la Covid-19. Le Congo est sur la liste rouge pour le Royaume-Uni, ce qui aurait signifié la quarantaine pour une longue période à mon retour. Et le club ne permettrait pas cela. C'est un moment de

fierté pour moi à chaque fois que je porte ce maillot, donc je suis vraiment navré de ne pouvoir être là, mais même si je ne suis pas au pays pour encourager l'équipe, je souhaite qu'ils puissent nous obtenir les résultats dont nous avons besoin », a déclaré le joueur de Middlesbrough en Championship anglaise (D2 anglaise) sur ses réseaux sociaux.

Pour sa part, le buteur congolais de Beijing Gouan en Chine, Cédric Bakambu, a appelé au soutien total aux joueurs, lui qui a souffert un court moment du Coronavirus ne pouvait pas être sélectionné par Christian Nsengi. « Des millions de léopards derrière notre équipe pour ces deux matches importants. Concentrons-nous sur les camarades présents et soutenons-les comme il se doit. Soyons au rendez-vous pour leur montrer notre confiance, je suis persuadé qu'ils seront au rendez-vous », a-t-il indiqué ses réseaux sociaux.

Martin Engimo

CEA

Croissance économique et inclusion numérique au temps de la Covid-19

Du 22 au 23 mars, la Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique a examiné la voie à suivre pour compenser les effets de la crise sanitaire sur les économies de la région. Comme l'explique Roger Muepu Kaluwa, un membre du Comité d'experts, un important travail a été réalisé en amont pour soumettre des propositions et projets de résolutions phares aux séances plénières de la Conférence.

Addis-Abeba, la capitale de l'Éthiopie, abrite du 17 au 23 mars 2021 la 53^{ème} session de la Conférence des ministres africains des Finances, de la planification et du développement économique sous l'égide de la Commission économique des Nations-Unies pour l'Afrique (CEA). Le thème retenu est « *l'industrialisation durable et la diversification de l'Afrique à l'ère du numérique dans le contexte de la Covid-19* ». En raison de la crise sanitaire, le secrétariat exécutif de la CEA dirigé par Vera Songwe a imposé quelques restrictions concernant la taille des rassemblements. Ainsi la participation physique est limitée strictement aux orateurs, aux ambassadeurs africains basés à Addis-Ababa et aux membres du Bureau de la conférence au niveau ministériel.



Roger Muepu Kaluwa, expert Global Strategies and Local Governance

Réunion du Comité d'experts

Comme à l'accoutumée, la conférence des ministres a été précédée par une réunion préparatoire du Comité d'experts. Durant trois jours, du 17 au 19 mars, les experts ont examiné le

thème de la cinquante-troisième session, la situation économique et sociale de l'Afrique, ainsi que les progrès en matière d'intégration régionale dans le contexte de pandémie. Au regard du profil des panélistes, en l'occur-

rence des experts chevronnés et de haut niveau de l'Afrique et de l'extérieur, les propositions et projets de résolution soumis à l'approbation de la Conférence des ministres aboutiront inévitablement à des décisions

qui auront une incidence importante sur l'avenir de la région.

Propositions et projets de résolution

Pour plus d'éclairage, la rédaction a approché un des membres du Comité d'expert, Roger Muepu Kaluwa. Expert à Global strategies and local governance, il revient sur l'enjeu essentiel de cette conférence : « *Les pays africains doivent parvenir à une croissance économique rapide grâce à une industrialisation et une diversification respectueuses de l'environnement, tout en tirant un bénéfice de la numérisation* ».

Ce thème crucial constitue ni plus ni moins un appel à aligner les stratégies de développement sur les mesures d'atténuation des changements climatiques. « *L'industrialisation a certes été un moteur de croissance efficace pour de nombreux pays développés, mais ce progrès a un coût sur le climat mondial* », estime-t-il.

Les pays de la région, martèle Roger Muepu Kaluwa, devront mettre en œuvre les stratégies de développement fondées sur

le principe qu'une croissance meilleure exige une action forte en faveur du climat et une utilisation efficace des ressources naturelles. Selon lui, « *la trajectoire de développement de l'Afrique doit minimiser les aberrations du développement dans les pays industrialisés et embrasser la modernisation par la numérisation et une industrialisation moins coûteuse pour le climat* ».

Les propositions et projets de résolution s'appliquent à des domaines-clés comme l'industrialisation et la diversification durables à l'ère du numérique et dans le contexte de la pandémie, la question du vaccin contre la maladie de covid-19, etc.

Autre point qui ne passera pas inaperçu, la récente mise en œuvre de la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf) qui marque un tournant dans la poursuite de l'industrialisation. « *Le commerce électronique, catalyseur clé des économies numérisées, étant une pierre angulaire de l'infrastructure de la Zlecaf* », insiste-t-il. Nous y reviendrons.

Laurent Essolomwa

FEMME ET MÉDIAS

L'Ucofem a une nouvelle directrice exécutive nationale

Rose Masala exerce désormais la fonction de directrice exécutive nationale de l'Union congolaise des femmes des médias (Ucofem) pour un mandat de cinq ans renouvelable.

La nouvelle directrice exécutive nationale de l'Ucofem, qui succède à Anna Mayimona qui a conduit de main de maître cette association des femmes journalistes, a été élue le 20 mars à l'issue de l'assemblée générale électorale.

L'élection du nouveau comité qui devra conduire désormais l'Ucofem s'est déroulée à l'hôtel Léon dans une ambiance bon enfant caractérisée par la transparence. Rose Masala, l'unique candidate au poste de directrice nationale exécutive nationale, a raflé 53 voix sur 57. Elsa Indombe, également seule candidate au poste de directrice adjointe aux opérations, a remporté 54 voix sur 57. Michelle Mankonko et Tina Meli ont concouru pour le poste de directrice adjointe au programme. Michelle Mankonko a eu raison de Tina Meli avec 30 voix.

Le nouveau comité élu s'est engagé à oeuvrer pour l'unité et la promotion du genre dans et par les médias qui est du reste le credo de l'Ucofem. A la tête de l'Ucofem, Rose Masala a placé quant à elle son mandat sous le signe de la redynamisation et du renforcement de l'unité de l'Ucofem. Les heureuses élues ont reçu en cadeau symbolique les urnes ayant servi à leur élection. Et pour lier l'utile à l'agréable, le nouveau comité ainsi que tous les membres se sont retrouvés autour d'une table pour clôturer en beauté cette assemblée générale électorale, signe de l'amour et de l'unité qui caractérisent la famille Ucofem.

Blandine Lusimana



La nouvelle équipe dirigeante de l'Ucofem, Michelle Mankonko, Rose Masala et Elsa Indombe

DOSSIER DAN GERTLER

Le directeur du Mossad aurait rencontré Félix Tshisekedi et Joseph Kabila

Yossi Cohen, directeur du Mossad, agence de renseignement d'Israël, aurait effectué deux voyages non signalés en RDC en 2019 pour rencontrer Dan Gertler et l'ancien président Joseph Kabila, assure BloombergQuint.

La décision de l'administration Trump d'alléger les sanctions contre Dan Gertler, magnat israélien dans le secteur minier, accusé par les États-Unis de corruption en République démocratique du Congo, explique BloombergQuint, serait intervenue après des demandes répétées de responsables israéliens qui ont déclaré que Dan Gertler était un atout vital pour la sécurité nationale.

A cet effet, explique le média, Yossi Cohen, directeur du Mossad, l'agence de renseignement étrangère israélienne, et Ron Dermer, alors ambassadeur à Washington, se sont entretenus avec de hauts responsables américains pendant de nombreux mois pour faire valoir la valeur des relations de Gertler en Afrique et de sa philanthropie en Israël. Yossi Cohen Cohen, indique BloombergQuint, a également effectué deux voyages non signalés au Congo en 2019 pour rencontrer Dan Gertler et l'ancien président Joseph Kabila, selon des personnes au courant des réunions.

D'après BloombergQuint, les visites de Yossi Cohen en RDC étaient inhabituelles. Son prédécesseur, Tamir Pardo, a passé cinq ans à la tête du Mossad et n'a visité l'Afrique qu'une fois, sans jamais mettre les pieds dans un pays où Israël n'a pas d'ambassade. « *Cohen n'a pas informé au préalable le président congolais Félix Tshisekedi de ses entretiens avec Kabila, selon deux des assistants du président. Lorsque Tshisekedi a*

découvert qu'il avait vu Kabila, qui avait quitté le pouvoir début 2019 mais restait un acteur politique et un rival politique, il s'est plaint auprès de Cohen et lui a dit qu'il n'était pas le bienvenu pour continuer à avoir de telles réunions au Congo. Le bureau du Premier ministre israélien, qui parle au nom du Mossad, a refusé de commenter. Un porte-parole du président Tshisekedi a déclaré qu'il ne pouvait pas répondre immédiatement aux questions », affirme BloombergQuint.

Gertler « *a beaucoup de relations dans la région qui sont importantes pour les intérêts d'Israël, et il est un philanthrope majeur; nous avons donc fait une demande officielle* », a déclaré Dermer, un confident du Premier ministre Benjamin Netanyahu, dans une interview avec Bloomberg News. « *Ce n'est pas seulement Yossi qui a demandé* », a-t-il ajouté, faisant référence à Yossi Cohen, indique BloombergQuint.

Sursis d'un an révoqué par l'administration Biden

Le média rappelle que la décision dans les derniers jours de l'administration Trump d'accorder à Dan Gertler un sursis d'un an sous la forme d'une licence était inopinée et inexplicite. Des militants des droits de l'homme, des législateurs démocrates et certains anciens responsables de l'administration Trump qui avaient fait pression pour des sanctions ont dénoncé cette décision, ce qui a permis à Dan



Le directeur du Mossad, Yossi Cohen démocratie dans le pays. Ses actions sont vraiment épouvantables, tout comme la licence délivrée par l'OFAC. J'ai été étonné de voir que cela se produisait et de nombreux décideurs de carrière dans le domaine du Trésor ont été complètement aveuglés par cette action »

Gertler de retrouver l'accès au système financier américain. En effet, note Bloomberg, la licence d'un an délivrée par le Bureau du contrôle des avoirs étrangers du Département du Trésor, ou OFAC, la même agence qui a imposé les sanctions, a permis à Gertler d'accéder à ses comptes en dollars. Selon des propos cités par BloombergQuint, Marshall Billingslea, secrétaire adjoint au financement du terrorisme sous le président Trump qui a joué un rôle clé dans la mise en place des sanctions, a déclaré sur un podcast de l'Institut Hudson le 25 février : « *C'est directement grâce à nos actions de sanction contre Gertler que nous avons dissuadé son partenaire dans le crime, Joseph Kabila, d'essayer de changer la Constitution au Congo et cela a conduit aux élections et à l'éviction de Kabila et au retour à un semblant de*

Néanmoins, renseigne BloombergQuint, Janet Yellen, la nouvelle secrétaire au Trésor de l'administration Biden, a révoqué la licence ce mois-ci, affirmant qu'elle était incompatible avec les objectifs américains de lutte contre la corruption et de promotion de la stabilité au Congo, « *un pays riche en minéraux qui est l'un des plus pauvres d'Afrique* ».

Accusé de détournement de plusieurs millions de dollars Les sanctions américaines ont été imposées contre Dan Gertler à la fin de 2017. Il lui est reproché d'être un intermédiaire

entre l'ancien président Kabila et des entreprises multinationales dans une série d'accords corrompus d'une valeur de plusieurs centaines de millions de dollars.

Selon Bloomberg, la valeur de Dan Gertler pour la sécurité nationale israélienne et américaine en Afrique n'est pas claire. En plaidant pour un assouplissement des sanctions, poursuit le média, ses avocats ont déclaré qu'il était l'oreille pour toute l'Afrique centrale et qu'il pouvait aider Israël et les États-Unis à recueillir des renseignements sur les terroristes et l'influence croissante de la Chine dans la région.

Félix Tshisekedi, explique BloombergQuint, désireux d'améliorer les relations avec Israël, a tenté de réduire le pouvoir et l'influence de Joseph Kabila ainsi que de Dan Gertler. Il était censé se rendre à Jérusalem en février mais a reporté le voyage à cause du Covid-19

Dan Gertler, rappelle-t-on, a commencé le commerce des diamants du Congo à la fin des années 1990, alors que le pays était en pleine guerre civile. Ses sociétés détiennent désormais des redevances et des participations dans des entreprises minières et pétrolières, y compris des projets de cuivre et de cobalt gérés par Glencore Plc et Eurasian Resources Group.

Le Congo est le premier producteur mondial de cobalt, un minéral essentiel dans les batteries qui alimentent les véhicules électriques.

Patrick Ndungidi

PURGE AU SEIN DE L'ARMÉE

Le MISS-RDC précise ses recommandations

Ce mouvement qui s'appuie, dans cette insistance, sur la récente arrestation des officiers de l'armée trafiquants d'armes dans les provinces de l'Est du pays, principalement à Beni, attend du commandant suprême de l'armée, le chef de l'Etat, d'écarter de la chaîne du commandement de l'armée, tous ces officiers liés d'une manière ou d'une autre à l'insécurité décriée.

Insistant sur la nécessité d'une purge au sein des Forces armées de la République démocratiques du Congo (FARDC), le Mouvement des indignés de la situation sécuritaire en RDC (MISS/RDC) pense que cette action attendue du chef de l'Etat, comme commandant suprême de l'armée, de la police nationale et des services de sécurité, est parmi les néces-

sités pour ramener la paix dans l'Est du pays ainsi que dans toutes les provinces affectées par les guerres et conflits armés à répétition. Motivant son insistance par l'arrestation, il y a peu, des officiers de l'armée trafiquants d'armes dans les provinces de l'Est du pays, principalement à Beni, qui est le théâtre de massacres et de tueries des populations civiles, le MISS/RDC

précise ses recommandations.

Ce mouvement dit, dans sa réaction du 22 mars 2021, attendre de la hiérarchie de l'armée notamment le changement de la chaîne de commandement, du sommet à la base ainsi que la suspension des officiers sous sanctions nationales et internationales. Ce mouvement citoyen recommande également l'affectation au

front, des militaires non originaires ainsi que la sanction des officiers affairistes. Dans son plaidoyer, le MISS/RDC pense que la purge au sein de l'armée permettra notamment le démantèlement des différents réseaux qui sèment l'insécurité dans la partie Est de la RDC. A l'en croire, la mise en application de ces différentes recommandations conduiront à mettre fin à

cette insécurité qui sévit dans ces provinces de l'Est depuis près de deux décennies déjà.

A côté de cette purge au sein de l'armée, ce mouvement appelle également Félix Antoine Tshisekedi à réaliser ses promesses de campagne dont la mise en place d'un Etat-major avancé de l'armée dans cette partie du pays.

Lucien Dianzenza

INTERVIEW

Tony Bolamba : « Le pays a beaucoup de priorités dont les réformes électorales »

C'est un regard d'analyste que Tony Bolamba, l'initiateur du Mouvement pour le Congo (Moco), porte sur la situation sociopolitique de son pays dans un entretien accordé au Courrier de Kinshasa. Aucun sujet d'actualité n'échappe à l'ex gouverneur de l'Equateur qui livre le fond de sa pensée sur la conduite des affaires de l'Etat tout en assumant ses opinions et ses convictions.

Le Courrier de Kinshasa : La République démocratique du Congo vient, à la suite de plusieurs Etats du monde, de surseoir l'administration du vaccin AstraZeneca. Pensez-vous que cette décision soit salubre pour préserver la santé de la population congolaise ?

Tony Bolamba. Tout gouvernement a le droit de protéger la santé de ses concitoyens.

L.C.K. Et quel est votre avis sur l'approche utilisée par les pouvoirs publics dans la lutte contre le coronavirus ?

T.B. J'ai déjà fait des propositions claires. Cette pandémie n'a pas que des conséquences sanitaires, elle impacte négativement aussi sur notre économie. Même les pays économiquement forts sont touchés par une crise économique sans précédent et la croissance mondiale est en berne. Il faut de l'abnégation...

L.C.K. Jusqu'à ce jour, la RDC est toujours sans gouvernement. La gestion des ambitions serait, d'après des indiscretions, la principale source du blocage. Comment contourner la difficulté ?

T.B. Cela dépend de la vision que chacun a pour servir la République. J'ai toujours dit que l'on pouvait servir la République à tous les niveaux, c'est le sens citoyen. J'ai déjà été élu gouverneur pour servir la République. Si demain la République me demande de la servir ailleurs comme bourgmestre, chef du quartier, ambassadeur, dirigeant d'une entreprise de l'Etat congolais, me rattache au service du président de la République ou d'une autre institution, je servirai la République ! C'est le sens républicain d'une mission d'un citoyen engagé pour servir.

L.C.K. Pensez-vous que le poids politique évoqué par certaines formations politiques à l'instar de l'AFDC-A pour justifier leur présence au gouvernement soit un critère qui compte ?

T.B. J'avais entendu que dans la composition du gouvernement, pour la répartition des ministères, il fallait avoir huit députés pour un ministère. L'AFDC-A en a 41, faites vous-même le calcul !

L.C.K. Le gouvernement Sama Lukonde devrait avoir quelle configuration avec quel type de profil des ministres ? Et quelles devraient être ses priorités ?

T.B. Je suggère que ceux qui sont impliqués dans les crimes économiques et de sang n'en fassent pas partie. Avant d'être politique, je suis d'abord un fervent partisan des libertés des droits de l'homme. J'ai un regard particulier sur cette situation et avec notre association, le Mouvement pour le Congo, nous travaillons sur une liste à remettre au Premier ministre concernant certaines situations de l'Equateur. Quant aux priorités de ce gouvernement, je recommanderais vivement qu'il soit un gouvernement d'abnégation, de guerriers pour paraphraser le Président de la République. Un gouvernement avec un train de vie modeste, totalement revu à la baisse pour permettre au pays de faire des économies et financer des projets prioritaires à impact social direct pour nos populations. Il faut baisser les rémunérations des membres du gouvernement et créer un fond de solidarité spécial pour augmenter les primes de nos hommes qui sont au front à l'Est afin de les motiver et renforcer ainsi la sécurité. Rassurer aussi les investisseurs qui sont au pays et ceux qui souhaitent venir chez nous afin de stabiliser les emplois et en créer de nouveaux. Le gouvernement doit également se battre pour la levée de l'embargo sur les armes infligé à notre pays afin de lui permettre de mieux s'équiper et défendre nos populations.

L.C.K. Une certaine opinion pense que la session parlementaire de mars devrait plus se focaliser sur les réformes électorales. Est-ce aussi votre avis ?



Tony Cassius Bolamba

T.B. Le pays a beaucoup de priorités dont les réformes électorales !

L.C.K. : Il est fait état notamment d'une possible suppression du seuil électoral et de l'abandon de la proportionnelle au profit d'un scrutin majoritaire simple. Votre avis à ce sujet ?

T.B. L'organisation des dernières élections a démontré ses limites. Je suis contre l'élection du président de la République au suffrage indirect car nous devons donner une légitimité juste au chef de l'Etat qui sera élu. Je suggère d'ailleurs que toutes les élections soient couplées les mêmes jours afin de savoir qui sera élu président de la République, gouverneur, sénateur, député national et provincial ainsi que conseiller communal, bourgmestre et maire. Par ailleurs, aucun candidat ne devrait avoir pour suppléant un membre de sa famille biologique directe afin d'éviter le spectacle désolant auquel nous avons assisté aux élections passées où le père est député national ou sénateur, son fils, sa fille suppléante ou son épouse suppléante. Un népotisme à outrance et honteux pour la République.

L.C.K. Que pensez-vous du recensement, ou mieux, de l'identification de la population que certains présentent comme des préalables majeurs à l'organisation des élections en 2023 ?

T.B. Il est important que nous puissions faire un recensement ou une identification des populations afin de connaître le nombre réel des populations et permettre l'établissement de cartes d'identité. A ce jour, notre pays reste le seul au monde sans carte d'identité. Avec les outils modernes, recenser les populations en RDC prendra approximativement douze mois si nous mettons en place un mécanisme pour chaque province, territoire et secteur !

L.C.K. Dans un autre registre, que vous inspire le nouveau statut de Félix-Antoine Tshisekedi en tant que Président en exercice de l'Union africaine ? Que lui conseilliez-vous pour mener à bien sa mandature ?

T.B. C'est une bonne chose pour l'Afrique car n'oublions pas que le Président de la République vient d'une association politique qui a combattu pendant près de 35 ans pour la démocratie. Je n'ai pas de

conseil particulier à lui prodiguer car je pense que le chef de l'Etat est démocrate dans l'âme, donc très bien outillé pour mener à bon port sa mission.

L.C.K. A présent que les Etats-Unis viennent d'identifier officiellement l'ADF comme une structure de Daech opérant en RDC, qu'est-ce qui peut fondamentalement changer ?

T.B. Nous devons renforcer la situation des unités antiterroristes de notre armée. Au temps du Zaïre, nous en avions et je pense que nous avons encore quelques instructeurs antiterroristes formés en Israël, en Egypte et ailleurs qui peuvent apporter leur expertise pour que nous menions à bien cette lutte. Vu la sensibilité du sujet, en mes grades et qualités, je ferais des propositions concrètes à qui de droit !

L.C.K. Comment se porte votre association, le MOCO, et politiquement, où vous situez-vous par rapport à la nouvelle configuration politique ?

T.B. Notre association Moco se porte bien et continue de garder un œil citoyen sur toute la situation de la République et du monde comme elle a toujours su le faire ! Bientôt, nous reprendrons nos rencontres républicaines et citoyennes avec les «Peuples citoyens» sur toute l'étendue de la République. Quant à moi, politiquement, je reste membre actif et cadre de l'AFDC où je suis actuellement Secrétaire National chargé de la bonne gouvernance après avoir été en charge des stratégies politiques durant notre traversée du désert et batailles politiques aux côtés du professeur Modeste Bahati, l'actuel président du Sénat que j'avais accepté en mon âme et conscience de soutenir avec loyauté suite à l'injustice dont l'AFDC fut victime à travers sa personne ! Comme vous le savez, je suis allergique à l'injustice...

Propos recueillis par Alain Diasso

UEMOA

Les chefs d'Etat réfléchissent sur l'avenir de l'organisation

La 22^e session ordinaire de la conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA) s'ouvre ce 25 mars par visioconférence.

La rencontre sera présidée par le président de la République de Côte d'Ivoire, Alassane Ouattara, notamment en sa qualité de président en exercice de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'institution. Elle

connaîtra aussi la participation active des chefs d'Etat des huit pays de cette organisation, ainsi que des membres du conseil des ministres statutaires de l'institution. Les participants échangeront sur plusieurs questions

parmi lesquelles, la situation de la Covid-19 au sein de l'espace communautaire, l'état des lieux de l'institution en 2020, la situation économique, monétaire et financière et l'état de mise en œuvre des chantiers de haut niveau de l'UEMOA.

Notons que la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement

est l'organe suprême qui définit les grandes orientations de la politique de l'Union. Elle permet également aux chefs d'Etat de se réunir au moins une fois l'an. Cette institution nomme les présidents et les membres des organes et institutions de l'Union.

Rock Ngassakys

KINSHASA

Construction des logements sociaux

La société Bald Industries AG se dit prête à construire près de mille maisons par an dans la capitale congolaise.

Le gouverneur de la ville de Kinshasa, Gentiny Ngonila Mbaka, s'est entretenu, le 23 mars, avec une délégation de la société Bald Industries AG, qui est un consortium d'entreprises allemandes, conduite par son manager Guydo Bald. Cette entrevue a tourné autour de la mise en œuvre du projet de construction des logements sociaux dans la ville-province de Kinshasa.

Au sortir de cette audience accordée à sa délégation par le maire de la ville, Guido Bald a précisé que cette visite au numéro un de la capitale congolaise intervient après celle rendue au chef de l'Etat, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, porteur du projet. Le manager de la société Bald Industries AG a également indiqué qu'il a dit au patron de la ville de Kinshasa que sa structure a déjà visité les deux sites choisis afin d'y réaliser très prochainement les études de faisabilité.

Pour des raisons straté-



Le gouverneur Ngobila et la délégation de la société Bald Industries AG

giques, ces sites n'ont pas été dévoilés. Toutefois, Guydo Bald a affirmé qu'il s'agit là d'un projet important qui va mettre à la disposition des Kinois mille maisons par an et de façon durable. Ceci pour permettre même au Kinois le plus démuné de s'offrir une maison répondant aux normes en la matière. Ce qui constitue une aubaine pour la

ville de Kinshasa, en proie à une véritable problématique en matière de logement.

Le consortium Bald Industries AG, note-t-on, spécialisé non seulement dans la construction des logements sociaux mais aussi dans l'agriculture va déployer toute son expertise et profiter sur place à Kinshasa des matériaux de construction devant servir

pour la réalisation de ce projet. La société a aussi annoncé l'arrivée, dans la ville de Kinshasa, d'un de ses grands partenaires, Bruno Koziolkizwicz, pour booster la mise en œuvre de ce projet salubre.

Recommandation du président de la République

Le coordonnateur de ce pro-

jet, Emmany Mputu, a rappelé que ce dit projet est né sur recommandation du président de la République, qui a découvert ce consortium lors de son voyage en 2018. A l'en croire, le chef de l'exécutif provincial de Kinshasa s'y est aussi allé pour se rendre compte de visu du travail réalisé par ce consortium. « A présent, c'est l'étape de la concrétisation que le patron de la ville ainsi que de nombreux Kinois attendent de pied ferme », a-t-il fait savoir. Selon lui, apprenant des erreurs du passé, ce projet va s'adresser aux Kinois les plus vulnérables car il s'inscrit dans la durée.

Il est noté que le ministre provincial de l'Intérieur, Sam Lena Sampie, du directeur de cabinet adjoint du gouverneur de la ville, Bienvenu Ebengo, et du coordonnateur de la Cellule de suivi de projet et d'investissement de la ville de Kinshasa, Emmany Mputu.

Lucien Dianzenza

EBOLA

Le compte à rebours pour la fin de l'épidémie a commencé

Tous les six malades internés dans les centres de traitement à Butembo ont été déclarés guéris par le chef de la division provinciale au Nord-Kivu, Dr Janvier Kubuya.

Avec cette déclaration, le compte à rebours vient d'être lancé pour la déclaration de la fin de l'épidémie de la maladie à virus d'Ebola déclarée depuis le 6 février dans la ville de Butembo au Nord-Kivu. D'après le Dr Janvier Kubuya qui a tenu dernièrement une conférence de presse à Butembo pour annoncer cette bonne nouvelle, trois semaines sont passées sans qu'un nouveau cas soit enregistré. Ce qui montre que l'épidémie est sur le point d'être éradiquée.

Le Dr Janvier Kubuya a, en même temps, affirmé que la sortie de six malades guéris des Centres de traitement d'Ebola de Katwa et de Masoya en territoire de Lubero est désormais imminente. « Jusqu'à ce matin, en tout cas, nous allons dire que tous les malades enregistrés depuis le début sont guéris. Même si le dernier reste encore en salle. Aux centres de traitement, ils doivent être déchargés. Tous les malades qui restaient sont vraiment guéris. Et d'ici quelques heures, nous pourrions vous associer à la cérémonie de leur sortie officielle des centres de traitement », a-t-il déclaré.

En outre, le chef de la division provinciale de la Santé au Nord-Kivu a fait savoir que les zones de santé touchées ont totalisé trois semaines sans nouveaux cas d'Ebola. Il a affirmé que quarante-deux jours sont à compter pour déclarer la fin de l'épidémie d'Ebola dans la région.

Appel au respect strict des mesures d'hygiène

En attendant, le Dr Janvier Kubuya a appelé les habitants à ne pas vite « crier victoire » mais à continuer de veiller au respect des règles d'hygiène. « Ça fait déjà trois semaines que nous n'avons pas notifié de nouveaux cas. Et du coup pour nous, nous commençons déjà à compter le nombre des jours qui nous restent pour que tant soit peu, nous puissions déclarer la fin de l'épidémie à laquelle nous sommes en train de répondre depuis le 6 février 2021. Et c'est une période de quarante-deux jours », a-t-il renchéri.

Il sied de rappeler que le cumul des cas est de douze. Il s'agit de onze cas confirmés et d'un cas probable. Depuis la résurgence de l'épidémie au Nord-Kivu, en début février 2021, il y a déjà eu six morts. Six autres cas sont déjà déclarés guéris d'Ebola.

Blandine Lusimana

SANTÉ

Dr Matshidiso : "la covid-19 accentue les difficultés d'accès aux services de lutte contre la tuberculose"

Dans son message prononcé le 24 mars, à l'occasion de la journée mondiale de lutte contre la tuberculose placée sur le thème « l'horloge tourne », la directrice régionale de l'OMS Afrique, Dr Matshidiso Moeti a souligné que la survenue de la pandémie de covid-19 est sans conséquence sur la prise en charge de la tuberculose.

La pandémie de la maladie de coronavirus, a-t-elle déclaré, a accentué les difficultés d'accès aux services de lutte contre la tuberculose. Par exemple, en Afrique du Sud, a-t-elle renchéri, le nombre de nouveaux cas de tuberculose notifiés chaque mois a diminué de plus de 50 % entre mars et juin 2020. Dans certains pays, le personnel recruté au titre de la lutte contre la tuberculose et le matériel de dépistage de cette maladie ont été réaffectés à la lutte contre la Covid-19.

Parallèlement, a-t-elle poursuivi dans son message, certaines mesures d'atténuation ont été introduites, à l'exemple de la décision de limiter le nombre de visites des patients tuberculeux dans les établissements de santé en fournissant à ces patients l'équivalent d'un mois de médicaments antituberculeux et en utilisant des messages vidéo pour poursuivre le traitement sous observation directe.

Dr Moeti a, par ailleurs, souligné qu'il se pose également « le problème croissant de la tuberculose pharmacorésistante qui, selon des estimations, touche soixante-dix-sept mille Africains chaque année. Seule une sur trois de ces personnes est diagnostiquée et près de vingt

mille patients sont sous traitement. »

A en croire Dr Moeti, une action collective intersectorielle s'est avérée primordiale pour relever les défis et accélérer les progrès vers l'éradication de la tuberculose à l'horizon 2030. Les déterminants de la santé, tels que la pauvreté, la dénutrition, la pollution intérieure, le tabagisme et les comorbidités comme le VIH restent les catalyseurs de l'épidémie de tuberculose dans la région africaine. Dans le souci de changer la tendance sur le terrain, l'OMS a élaboré le cadre multisectoriel de responsabilisation et apporte son appui à tous les pays pour qu'ils puissent actualiser leurs politiques de lutte antituberculeuse et appliquer les lignes directrices de l'Organisation.

« Nous collaborons avec les pays aussi bien pour suivre les programmes en temps réel que pour mettre à nu les difficultés et formuler des recommandations sur les stratégies susceptibles de pallier ces difficultés », a-t-elle déclaré, tout en exhortant les gouvernements et partenaires à résorber le déficit financier qui entrave la riposte à la tuberculose en Afrique pour que la région puisse atteindre les cibles des Objectifs de développement durable

liés à cette maladie, dans l'intérêt des populations africaines

Des avancées mais...

La directrice régionale de l'OMS Afrique a reconnu que dans la lutte contre la tuberculose, des avancées ont été réalisées dans certains pays. Entre 2015 et 2019, a-t-elle expliqué, le Kenya, le Mozambique, la Tanzanie et la Sierra Leone ont réduit de plus de 30 % la mortalité liée à la tuberculose. L'Afrique du Sud, l'Éthiopie, le Kenya, la Namibie et la Tanzanie ont diminué de 20 % le nombre de nouveaux cas d'infection par la tuberculose.

A côté de ces progrès, Dr Mathidiso a laissé entendre que les difficultés en matière de lutte contre la tuberculose sont importantes à travers la région. « Seulement 56 % des personnes atteintes de tuberculose sont sous traitement et les budgets affectés à la lutte antituberculeuse restent très largement sous-financés », a-t-elle affirmé qui a, en outre, précisé que les gouvernements de la région africaine financent en moyenne 24 % de ces budgets, contre un apport de 34 % pour les organisations internationales comme le Fonds mondial qui laisse un déficit de financement de 42 %.

Blandine Lusimana

DIASPORA CONGOLAISE

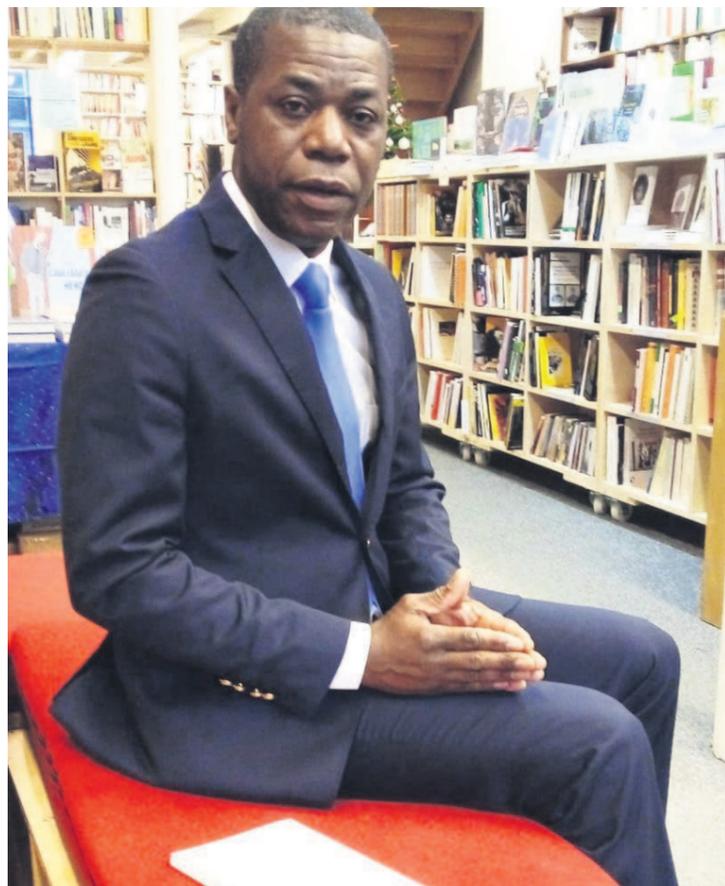
Quatorze mesures pour redynamiser le secteur culturel

La redynamisation du secteur culturel appelle à des initiatives parmi lesquelles les quatorze mesures proposées par Richard Ossoma-Lesmois susceptibles de ramener au moins 2,5% de croissance chaque année au pays.

C'est à travers une démarche inédite que le juriste et écrivain, Richard Ossoma Lesmois, a conduit la diaspora congolaise de France dans la campagne pour l'élection présidentielle de mars 2021 au Congo-Brazzaville : au moyen d'une convention de gouvernement avec le président candidat Denis Sassou N'Guesso. Il l'a fait dans le volet Culture & Développement en lien avec l'économie réelle. Une démarche tout à fait inhabituelle des procédés classiques.

En effet, le 10 février dernier, expliquant leur thème de campagne « *Travaillons ensemble avec le président Denis Sassou N'Guesso, dans le cadre d'une Convention de gouvernement sur le volet culture & développement pour les cinq années de mandat présidentiel à venir* », Richard Ossoma-Lesmois a dévoilé quatorze mesures qui vont redynamiser le secteur de la culture. Quatorze mesures susceptibles de ramener au moins 2,5 points de croissance à l'activité économique du pays chaque année. Et comme mesure phare, la création d'un musée de la femme à Kintélé.

Au niveau national par exemple, les artistes musiciens ainsi que d'autres professionnels du monde de la culture disposeront d'une mutuelle en guise de complémentaire de santé. En plus



Richard Ossoma-Lesmois

d'une banque pour les artistes afin que ces derniers perçoivent leurs avoirs et leur valeur. L'organisation régulière du festival panafricain de musique (Fespan), des foires locales, des festivals et des salons régionaux du livre au Congo. Une vie culturelle dense

tant à l'échelle locale qu'à l'échelle nationale pour raviver la flamme patriotique, le vivre-ensemble et entretenir l'âme du pays. La culture étant à la fois élément de l'économie et vecteur de paix au Congo-Brazzaville. Tout ceci, grâce, entre autres, au jeu de par-

tenariats avec les organisations non gouvernementales (ONG) intervenant dans la culture en Europe, au Canada, en Afrique sub-saharienne. De même que la contrepartie de la présence congolaise au sein du système des Nations unies pour la culture, la science et l'éducation.

Autre mesure au niveau national, la garantie pour les artistes et écrivains congolais, de participer aux salons du livre européen ainsi qu'aux galeries d'arts, la création d'une mutuelle complémentaire de santé pour les artistes ainsi qu'un groupe de production audio-visuel et cinématographique dénommé : Congo Madia-Groupe. Un programme ambitieux, à la hauteur des enjeux d'aujourd'hui et des enjeux de demain, conclut le juriste et écrivain, Richard Ossoma-Lesmois.

Quant au niveau international, il s'agira de l'exploitation du site de Verquin en France. La stèle hommage aux soldats congolais morts pour la France inaugurée en octobre 2020. Le monument érigé sur la portion du territoire congolais dans la région Nord-Pas-de-Calais. Des visites guidées tarifées, des excursions avec auberge, des cartes postales éditées par des librairies et agences de communication partenaires au ministère congolais de la Culture et des Arts. Le tout, sous fond de

jumelage entre la ville hôte de Verquin en France et la commune de Kintélé au Congo-Brazzaville. Autres enjeux majeurs propose Richard Ossoma-Lesmois, est celui des droits des femmes et le travail informel. A propos, le 17 janvier 2020, depuis l'ambassade de la République du Congo en France, il a lancé la Maison de la femme à Kintélé pour la revitalisation des programmes de réductions des inégalités et la parité entre les hommes et les femmes ; et la résorption des excès liés aux aspects du genre.

Auteur de plusieurs ouvrages, roman, théâtre, essai, nouvelle, ce juriste et écrivain congolais, né le 30 décembre 1976 à Macouria, résidant à Fontenay-sous-Bois à l'est de Paris dans le département du val-de-marne, en France, s'intéresse aux valeurs fondamentales de la famille, à l'évolution des sociétés contemporaines et africaines, au brassage des cultures ; notamment, l'Afrique, le Maghreb, les Antilles, la France métropolitaine. Depuis mars 2020 sous la crise Covid-19, il lutte contre les discriminations causées par la maladie ou le handicap, s'implique dans la cause de santé publique, notamment la drépanocytose au Tchad, au Cameroun, en République démocratique du Congo, au Congo-Brazzaville.

Bruno Okokana

MATCH AMICAL INTERNATIONAL

Les Diables rouges dames séjournent à Kinshasa

Les Diables rouges seniors dames affronteront ce 25 mars à Kinshasa en amical les Léopards de la République démocratique du Congo (RDC). Le but étant de préparer les futures échéances, notamment les éliminatoires de la Coupe d'Afrique féminine des nations qui se disputera au Maroc en 2022.

La délégation congolaise, conduite par Lucienne Virginie Mokoko, membre de la Fédération congolaise football (Fécofoot), est composée de 29 membres dont dix-huit joueuses, est arrivée dans la capitale de la RDC depuis le mardi. Berjona Mbemba, la sélectionneuse et son staff technique ont donc fait confiance à Ruth Khondé, Ngamakita Nakavoua, Avalone Loubebo, Ornella Pangou, Michel Andzé, Flore Mabahou, Messie Toubele, Welcome Londo, Gabelle Ngouala, Queen Bouanga, Grace Mantsougou, Sacrée Taty, Benecte Ombandzé, Venard Mbizi, Ben Nzeyi Beya, Nkaya Vilouka, Doris Senga et Carine Ossete Poto pour disputer le premier match international de la reprise.

James Golden Eloué

INTERVIEW

Gaius Makouta : « Ça m'existe à l'idée qu'on puisse faire de grandes choses avec Thievy »

A quelques heures d'embarquer pour Brazzaville, Gaius Makouta explique comment il a obtenu le feu vert de son club afin de venir jouer pour le Congo. Et parle de sa future association avec Thievy Bifouma.

Les Dépêches de Brazzaville : Gaius, tu étais initialement bloqué par ton club pour cette date Fifa, mais tu as beaucoup insisté pour obtenir de venir jouer contre le Sénégal.

Gaius Makouta : Oui, j'ai vraiment beaucoup poussé, il y a eu des réticences jusqu'à la fin, mais j'ai tenté le tout pour le tout afin de rejoindre la sélection. Je ne pourrai malheureusement pas disputer les deux matches, mais le club a accepté que je joue contre le Sénégal.

LDB : Donc tu viens faire le boulot face aux Lions à Brazzaville, puis, au lendemain du match, tu rentres pour observer une période d'isolement avant de reprendre l'entraînement et la compétition en Bulgarie ?

G.M : Oui, c'est le scénario : faire un grand match contre cette équipe du Sénégal. Ça sera compliqué, face à une grande nation, avec des grands joueurs, mais on doit atteindre la qualification. C'est notre objectif, pour lequel le



Buteur, passeur et créateur du jeu de Beroe: Gaius Makouta a trouvé la confiance à Beroe (DR)
groupe a beaucoup travaillé depuis le début de ces éliminatoires. Ça se jouera au mental, à nous de mettre les ingrédients que sont la concentration et la détermination.

LDB : ça se jouera aussi avec le talent et les jambes. A titre personnel, tu livres ta meilleure saison professionnelle avec déjà 6 buts, 3 passes décisives et une influence constante sur le jeu de ton

équipe.

G.M : Oui, je suis en jambes. J'ai toujours eu un style de jeu offensif, avec des prises de risques. Grâce au staff de Beroe, j'ai trouvé la confiance nécessaire pour exprimer mon potentiel.

LDB : Depuis tes débuts avec le Congo, en 2019, tu n'as pas encore côtoyé Thievy Bifouma. Le public congolais rêve de votre association, qui devrait enfin avoir lieu. Tu as déjà pensé au duo technique que vous pourriez former ?

G.M : Quand des joueurs parlent le même football, ça peut créer rapidement des connivences sur le terrain, donc ça ne peut être qu'un plus. Moi, tous les joueurs qui peuvent aider le groupe, tirer l'équipe vers le haut, je suis preneur. Je sais ce que Thievy représente pour le Congo, pour les supporters des Diables rouges. Ça fait longtemps que j'attends qu'il arrive pour qu'on puisse évoluer ensemble. Ça m'excite à l'idée qu'on puisse faire de grandes choses avec Thievy.

Camille Delourme